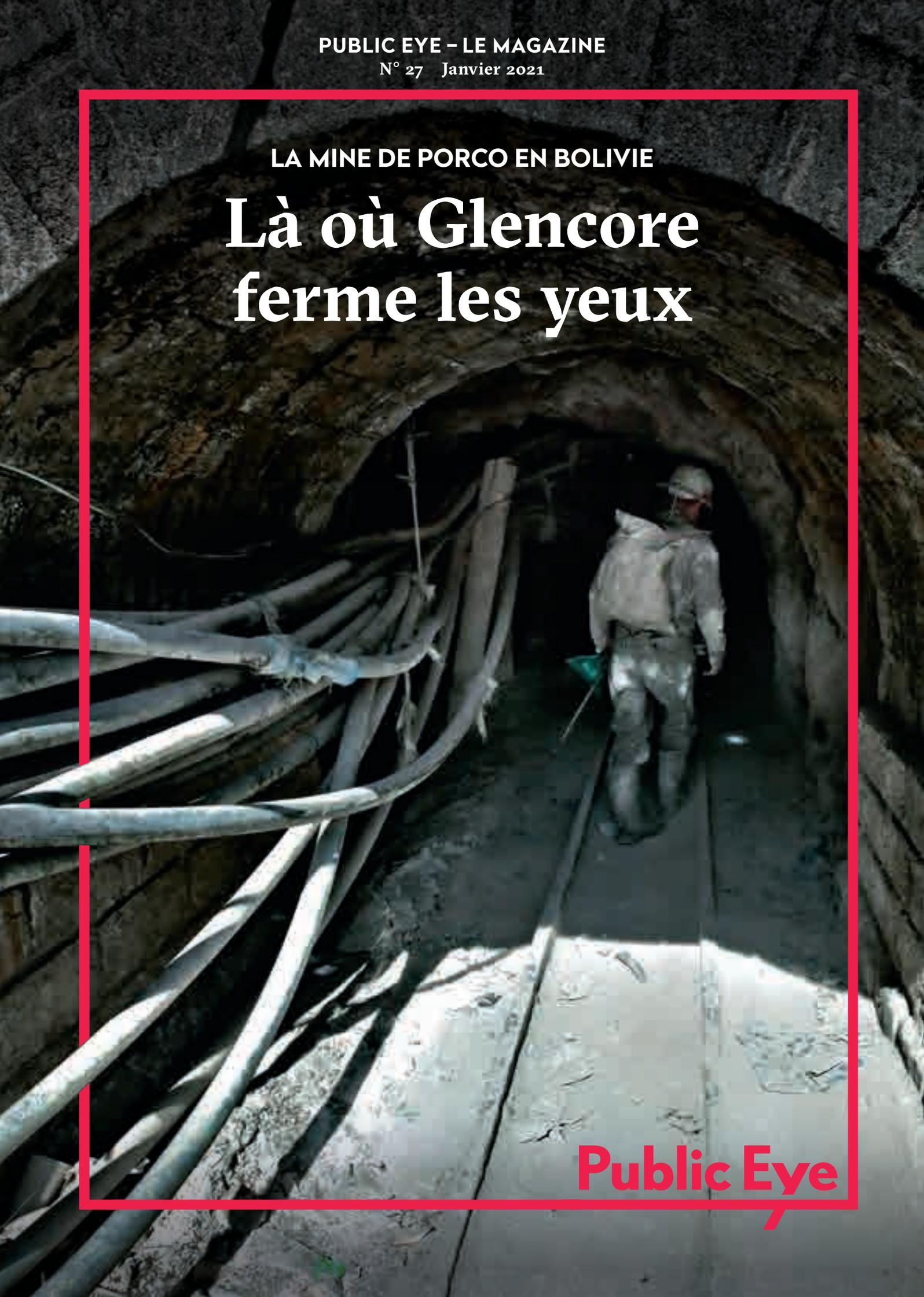


LA MINE DE PORCO EN BOLIVIE

Là où Glencore ferme les yeux

Public Eye





Ariane Bahri



Romeo Regenass

Grâce à vous !

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres et donateurs.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye ou, pour en savoir plus sur notre travail, à commander gratuitement un abonnement à l'essai sur publiceye.ch/membres

Cotisation-abonnement
75 fr. par an/Membre-soutien 240 fr.

Public Eye

Les voies à prendre

Un cri du cœur généralisé s'était fait entendre au printemps 2020. Presque à l'unisson, les nations les plus puissantes du monde avaient assuré que le vaccin contre le Covid-19 serait un bien commun accessible à toutes et tous. Beaucoup y ont cru. À la fin de l'année, le verdict est clair : les pays les plus riches se taillent la part du lion. Preuve que la pandémie n'a pas fini d'accroître massivement les inégalités déjà criantes.

La Suisse avait l'opportunité de contribuer à réduire ces inégalités, en adoptant les dispositions efficaces proposées par l'initiative pour des multinationales responsables. Le « oui » du peuple le 29 novembre a été historique. Mais le refus par la majorité des cantons a eu raison de nos demandes.

Le contexte dans lequel s'est jouée cette campagne de votation a lui aussi été historique et inédit dans notre pays. Comment la crise du Covid-19 a-t-elle influencé le résultat ? L'initiative, qui demandait plus de solidarité et de justice envers les victimes des abus des multinationales, a-t-elle gagné la majorité des voix du peuple parce que celui-ci était plus solidaire que d'habitude en cette période de pandémie ? Ou bien cette crise sanitaire et économique – avec les craintes pour l'emploi qu'elle génère – a-t-elle privé l'initiative d'un soutien encore plus grand ? Les deux hypothèses sont certainement vraies. Reste à savoir dans quelle proportion.

Mais une chose est sûre : Public Eye continuera à s'engager pour que la Suisse oblige ses multinationales à prendre leurs responsabilités, y compris pour leurs activités à l'étranger. Dans ce numéro de notre magazine, ce n'est pas un hasard si Glencore est à nouveau sous le feu des projecteurs ; cette fois-ci pour son irresponsabilité organisée dans une mine en Bolivie. Nous vous parlerons aussi de Socar, la société pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan, qui opère depuis la Suisse et dont le nom apparaît en marge d'une sombre affaire de corruption.

En tant que nouvelle équipe responsable du magazine, nous nous réjouissons de vous présenter des enquêtes et analyses révélant pourquoi la Suisse ne fait malheureusement pas encore figure d'exemple en matière de droits humains. Agir ici pour un monde plus juste est plus important que jamais.

Ariane Bahri *Romeo Regenass*

L'enquête reste la base du travail de Public Eye

- 6 L'enquête journalistique sur des cas concrets a grandement contribué au succès de l'initiative ; une analyse de la votation du 29 novembre 2020.

Les ravages de Glencore en Bolivie

- 8 Une mine exploitée par Glencore en Bolivie, où des coopératives extraient des minerais dans des conditions inhumaines.

Un scandale de corruption met le feu aux poudres chez Socar

- 18 Une affaire de corruption maltaise éclabousse la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan.

Le travail des enfants est toujours répandu dans la culture du cacao

- 28 Un rapport de l'Université de Chicago ternit l'image des multinationales comme Nestlé et Barry Callebaut.

Le nouveau label Grüner Knopf ne tient pas ses promesses

- 31 La mode peut-elle être éthique si les couturières et couturiers perçoivent un salaire de misère ?

La consommation mondiale de viande détruit la forêt amazonienne

- 32 Au Brésil, d'énormes surfaces de forêt sont déboisées pour cultiver du soja et nourrir le bétail.

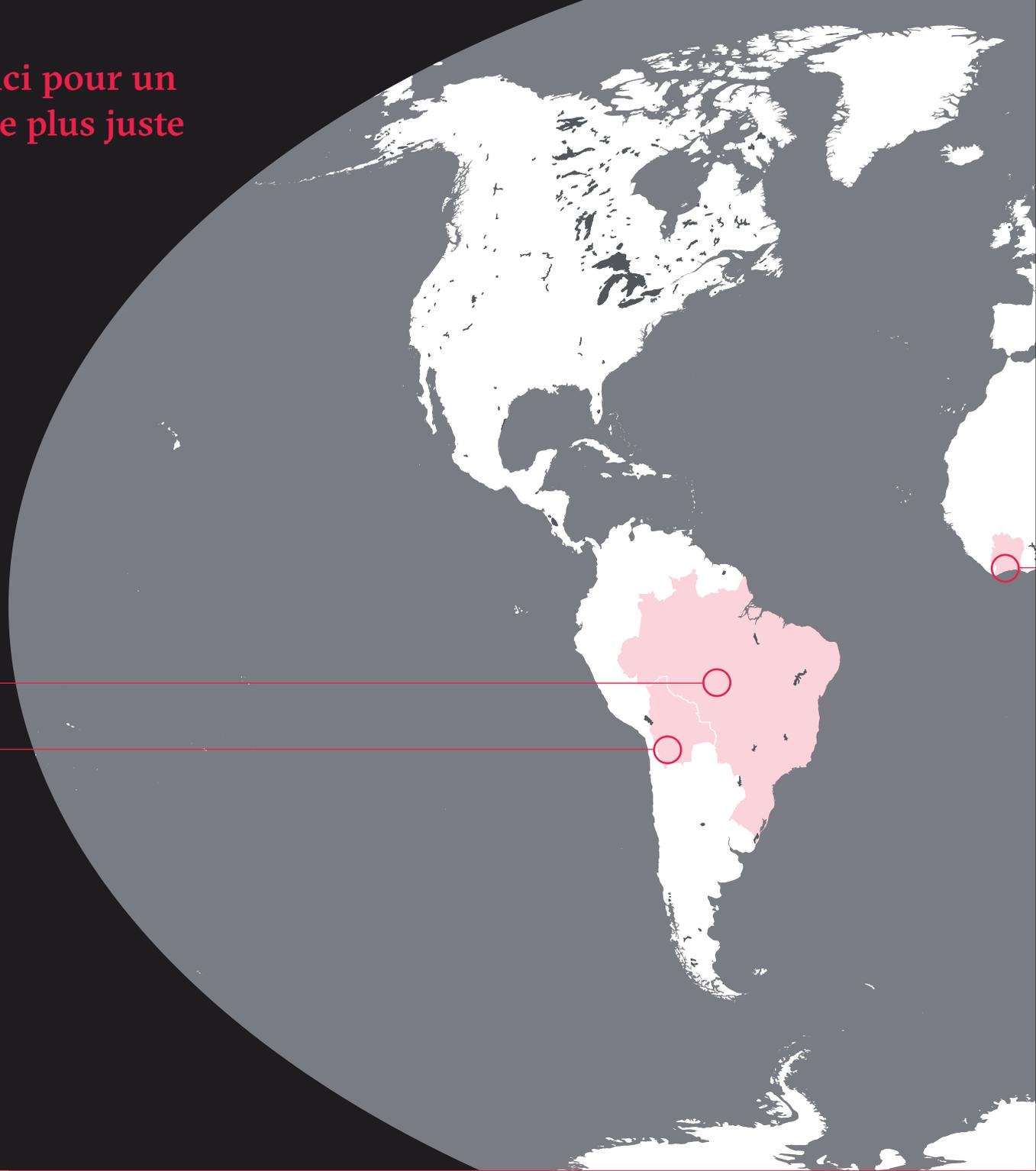


Juana Choque vit dans un hameau de l'Altiplano bolivien situé sous la mine de Porco exploitée par Glencore. L'eau de la rivière est contaminée, Juana ne sait pas comment nourrir ses cinq enfants et elle-même. Son mari est récemment décédé.

Agir ici pour un monde plus juste

Cuiabá

Porco



Porco, Bolivie

Accidents mortels, environnement ravagé : dans la mine de Porco, exploitée par Glencore, des coopératives extraient des métaux lourds dans des conditions inhumaines. La multinationale détourne le regard mais rachète une grande partie de ces minerais. Histoire d'une irresponsabilité organisée.

Cuiabá, Brésil

Depuis des années, la consommation de viande augmente à travers le monde et le soja est l'une des plus importantes sources de protéines pour le fourrage utilisé dans l'élevage intensif. Au Brésil, plus grand

exportateur de soja, de gigantesques surfaces de forêt et de prairies y sont transformées en champs. Le négoce de ce produit est dominé par cinq géants agricoles, qui agissent principalement depuis la Suisse.

Bonn, Allemagne

Le label de durabilité allemand « Grüner Knopf » est présenté comme « social, écologique, gouvernemental et certifié indépendant ». Pourtant, comme le montre une nouvelle étude, il est aussi attribué à des articles cousus par des travailleurs et travailleuses percevant un salaire de misère.



Bonn

Genève

Bakou

La Valette

Abidjan

Genève, Suisse / Bakou, Azerbaïdjan / La Valette, Malte

À grands coups de sponsorings sportifs ou culturels, la société pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan, Socar, joue la carte de la séduction un peu partout en Europe, et notamment en Suisse où elle a installé sa principale filiale de négoce. Mais son image a sérieusement pâli depuis que son nom apparaît en marge d'une vaste affaire de corruption maltaise.

Abidjan, Côte d'Ivoire

Depuis des décennies, des promesses sont faites par l'industrie du chocolat pour améliorer, à travers des mesures volontaires, le respect des droits humains et de l'environnement. Pourtant, la situation n'a guère évolué. Aperçu d'un rapport de l'Université de Chicago et de l'édition 2020 du Baromètre du cacao.

Un « Röstigraben » médiatique sur l'initiative pour des multinationales responsables

Les enquêtes menées par Public Eye ont montré la nécessité de l'initiative pour des multinationales responsables. Longtemps, elles ont bénéficié d'un fort écho médiatique. Une étude pourrait expliquer pourquoi notre reportage dans une mine exploitée par Glencore en Bolivie a fait exception. Elle souligne aussi que le « Röstigraben », flagrant dans les urnes le 29 novembre, était déjà à l'œuvre dans les médias.

OLIVER CLASSEN ET GÉRALDINE VIRET

« Perte de compétitivité », « désastre pour les PME », « vague de plaintes ». Durant toute la campagne, les opposants ont eu recours à des arguments de peur pour éviter de parler de la raison d'être de notre initiative. Plus la votation approchait et plus il était difficile de recentrer le débat, en amenant dans les médias – qui jouent toujours un rôle central dans la formation de l'opinion politique – de nouveaux cas concrets d'atteintes aux droits humains et à l'environnement commises par des sociétés suisses à l'étranger.

Le sort de notre enquête sur les abus dans la mine de Porco, exploitée par Glencore en Bolivie, est emblématique. Publiée en ligne trois semaines avant la votation, elle a été ignorée par la quasi-totalité des médias, malgré toute sa pertinence dans un tel contexte. Sa large diffusion via nos propres canaux a toutefois suffi à rendre nerveux le géant zougnois. Glencore s'est alors offert de coûteux encarts publicitaires dans plusieurs journaux pour démentir des « allégations » sur lesquelles ceux-ci n'avaient pas écrit une ligne.

Cette réserve de la part des rédactions est inhabituelle : hors votation, nos enquêtes intéressent presque toujours les médias traditionnels, notamment parce qu'ils ont de moins en moins de ressources pour le travail d'investigation. Mais dans la phase brûlante de la campagne, l'ambiance a changé chez bon nombre d'éditeurs. C'est certainement la raison pour laquelle la *NZZ am Sonntag* nous a accusés d'avoir manipulé les médias suisses pendant des années et ouvert ainsi la voie du succès à l'initiative pour des multinationales responsables. Le « oui mais non » sorti des urnes a montré l'absurdité de cette affirmation (ou à quel point Economiesuisse & Cie ont contre-manipulé avec plus de réussite).

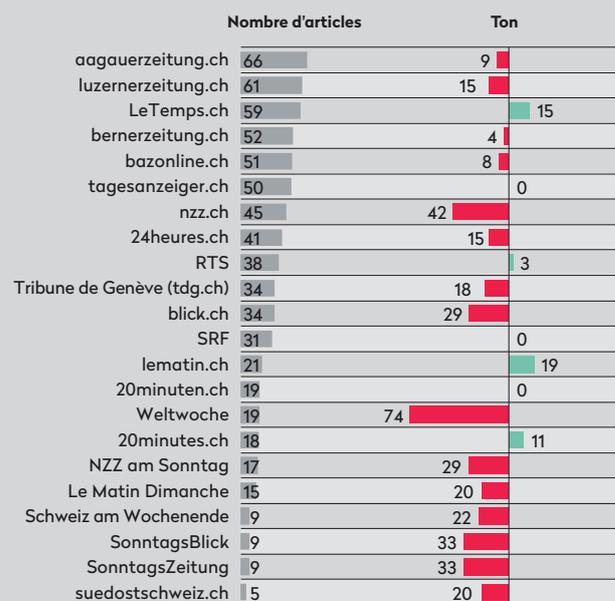
Forte couverture médiatique, faible participation

Autre leçon de ce dimanche historique : un grand écho médiatique ne garantit pas une forte participation. Avec un taux de 47 %, notre initiative est certes au-dessus de la moyenne, mais elle a 12 % de retard par rapport au « Super Sunday » du 27 septembre. Les rédactions ont pourtant écrit au kilomètre ! Avec plus de 700 articles et sujets en onze semaines, notre initiative a fait davantage

de bruit dans les médias que tout autre objet de votation évalué depuis 2004 par fög, l'institut de recherche de l'Université de Zurich – y compris les initiatives de l'UDC pour l'autodétermination et une immigration modérée.

Cette forte résonance n'est qu'en partie due à la pertinence sociopolitique de nos revendications. Le ton toujours plus virulent des débats – en particulier en Suisse alémanique – a également été déterminant pour générer une telle dynamique dans les médias. « Comment cette campagne a-t-elle pu dérailler à ce point ? », interroge un *Tages-Anzeiger* mi-amusé mi-réprobateur

LA TONALITÉ DANS LES MÉDIAS SUR L'INITIATIVE A ÉTÉ PLUTÔT NÉGATIVE



Le graphique montre le nombre et le ton des articles et des sujets sur l'initiative pour des multinationales responsables pour chaque média. L'indice de tonalité peut prendre une valeur maximale de +100 (exclusivement positif) à -100 (exclusivement négatif) (total = 703 articles).

deux semaines avant la votation. Une indignation éditoriale qui n'empêche pas la presse de profiter de ces dérives. Car les accusations grossières de « fake news », les vidéos de propagande haineuses et les attaques ciblées contre des personnes ou organisations augmentent le nombre de clics, l'audience et les ventes dans les kiosques. Que cela nous plaise ou non, les scandales attisent l'attention humaine.

Une couverture médiatique très contrastée

L'institut fög évalue aussi la tonalité de la couverture médiatique. En Suisse alémanique, celle employée pour parler de notre initiative progressiste a été principalement négative. Au moins depuis l'attaque « No Billag » portée il y a trois ans contre une SSR prétendument rose-verte, la fable bourgeoise d'une bande de journalistes gauchistes est aussi devenue un cliché. Ironie de l'histoire : SRF a atteint l'équilibre parfait (et la RTS n'en est pas loin). Côté presse écrite, seul le *Tages-Anzeiger* affiche un résultat général neutre, en dépit d'une très forte polarité à l'interne. La *SonntagsZeitung*, qui appartient aussi à Tamedia, s'est en revanche montrée défavorable à l'initiative et a même rapporté des « faits alternatifs » provenant de sources douteuses.

La rédaction du *Blick* a fait honneur à sa logique de tabloïd. Presqu'aucune ONG n'a eu son mot à dire durant la phase brûlante de la campagne, à l'inverse des grands patrons. Dans des interviews exclusives, Glencore et Nestlé ont pu vacciner la population contre une plus grande responsabilité des entreprises. Les médias alémaniques ont par ailleurs offert à la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, devenue cheffe de la campagne du « non », une confortable tribune, quasiment sans opposition. La *NZZ* a été plus sélective dans le choix de ses mots, mais avec un parti pris tout aussi clair. Avec son titre triomphal « La Suisse dit non aux promesses vides », elle a continué à faire de la propagande même après la bataille, reprenant le vocabulaire des opposants.

Notre initiative a rencontré plus de sympathie auprès des médias romands, comme le montre l'analyse de l'institut fög. Emblématique de ce vent progressiste : *Le Temps* s'est déclaré en faveur d'une initiative qui permettrait de « soutenir la prospérité suisse comme ses valeurs humanistes ». Il lui a consacré un supplément fouillé, fruit d'intenses discussions à l'interne, rappelant ainsi que la presse peut prendre position sans pour autant ignorer les arguments des opposants. *La Liberté*, *Le Courrier* ou encore le *Journal du Jura* ont également signé un édito pour le « oui ». Et alors que le camp du « non » prédisait la mise à mort des petites et moyennes entreprises, *PME Magazine* – comme bon nombre d'entrepreneurs – affichait fièrement son soutien à l'initiative.

L'humeur était plus maussade du côté de la *Tribune de Genève*, du *24heures* et du *Matin Dimanche*, trois titres de Tamedia dont la tonalité globale a nettement penché vers le négatif. Un signe que la ligne dans ces rédactions est influencée par Zurich ? Quoi qu'il en soit, le verdict très favorable dans les cantons romands – hormis le Valais – montre que certains médias ont bien compris (et partagent) la volonté toujours plus forte des citoyennes et citoyens de mettre enfin les multinationales face à leurs responsabilités. La une du *Temps* au lendemain des votations reflète l'histoire en marche et fait écho à notre promesse : « Le débat sur la responsabilité des entreprises est loin d'être terminé. »

Des enquêtes au cœur de notre travail

Les enquêtes journalistiques pour documenter des cas concrets de mauvaises pratiques resteront la base solide sur laquelle Public Eye fonde son travail politique. Alors que bon nombre de médias n'ont plus les moyens ou la volonté d'investir dans ce travail essentiel, nous avons lancé en 2020 la deuxième édition de notre prix d'investigation. Nous espérons vous présenter ici les deux enquêtes primées. Mais le Covid-19 a aussi perturbé le travail de nos lauréats. Il vous faudra donc patienter avant de découvrir leurs histoires. ■





Les oubliés de la mine de Porco

Accidents mortels, environnement ravagé : dans la mine de Porco, exploitée par Glencore sur les hauts plateaux boliviens, des coopératives extraient du zinc, du plomb et de l'argent dans des conditions inhumaines. La multinationale détourne le regard mais rachète une grande partie de ces minerais. Histoire d'une irresponsabilité organisée.

Tôt, un mercredi du mois d'octobre. Nous attendons près d'un rond-point de la petite ville de Porco, dans l'Altiplano bolivien. Des centaines de mineurs en survêtement et équipés d'un casque passent devant nous en traînant les pieds, le regard encore endormi. Le journaliste Jorge Quispe, le photographe Christian Lombardi et moi-même détonnons dans cette procession somnolente. Nous attendons Roberto, dont nous tairons le véritable prénom. Il veut nous conduire à la mine de Porco, la plus haute du pays, où du zinc, de l'argent et du plomb sont extraits depuis 700 ans. La mine est aujourd'hui exploitée par la Sociedad Minera Illapa S.A., filiale détenue à 100 % par la multinationale suisse Glencore.

En 2013, Illapa a signé un contrat d'association de 15 ans avec la société étatique Corporación Minera de Bolivia (ou Comibol pour les intimes). À l'aide de lourds engins, ses quelque 400 employés se relaient toutes les huit heures pour éviter la montagne, de jour comme de nuit. Selon les termes du contrat, « tous les aspects opérationnels » sont « intégralement sous l'entière responsabilité exclusive » de la filiale de Glencore.

Travail à haut risque

Or la majeure partie des hommes et adolescents qui défilent devant nos yeux ce matin-là pour aller à la mine ne travaillent pas pour Illapa, mais pour l'une des deux grandes coopératives actives sur le site : la Cooperativa Minera Porco Limitada, qui compte plus de 3000 employés, ou la Cooperativa Huayana Porco, qui en dénombre plus de 1500. Quand un secteur n'est plus intéressant pour l'extraction mécanisée de la filiale de Glencore, elle cède la place aux coopératives, dont les hommes s'échignent alors à en extraire les restes, à l'aide d'outils rudimentaires et dans des conditions extrêmement dangereuses.

Roberto nous rejoint. Il veut nous montrer la réalité du travail à la mine et nous propose de prendre place à bord d'un camion déjà occupé par quelques mineurs. Nous les rejoignons. Quand nous approchons des postes de contrôle de la société Illapa, Roberto demande à mon collègue Jorge de se baisser. Il est le seul à ne pas porter de casque, ce qui semble être l'unique prérequis pour passer le « contrôle de sécurité » en toute tranquillité. Nous continuons notre route sous la pompeuse arche ornée en lettres d'or de l'inscription « Illapa S.A. », puis gravissons la montagne jusqu'à la galerie Juan Carlos, à 4219 mètres d'altitude.

Pendant que les mineurs enfilent leur salopette encore humide de la veille, mâchouillant des feuilles de coca pour se donner des forces, Roberto nous fait une brève présentation du quotidien de la coopérative. Il est l'un des quelque 200 *socios*, ou chefs d'équipe, de Huayana Porco, et compte huit hommes sous ses ordres.

Les coopératives ne sont pas réellement organisées comme telles. Ce sont plutôt des associations de petits entrepreneurs qui emploient, en assumant les risques



financiers, des mineurs travaillant pour eux en échange d'une rémunération journalière ou d'une participation aux recettes, souvent sans contrat et presque toujours sans assurance maladie ou accident.

Les mineurs sont responsables de leur propre équipement de protection. Beaucoup portent un casque de plastique bon marché, et rares sont ceux équipés d'un masque qui les protège vraiment des particules fines. Quand un travailleur se blesse dans la mine, la coopérative couvre les frais pour les premiers soins, mais il doit ensuite tout assumer. Quand un mineur se tue, sa famille reçoit un montant fixe de 3000 dollars, comme le prévoit le règlement de la coopérative.

Roberto nous raconte cela d'un ton impassible, en gardant un œil sur les travailleurs qui chargent à proximité un camion de minerai. La cargaison est ensuite transportée jusqu'aux installations de traitement de l'entreprise Illapa, situées en contrebas de la mine. Roberto nous explique que la coopérative Huayana Porco vend la majeure partie de son minerai à la filiale de Glencore, de petites quantités étant de temps en temps destinées à un concurrent à Potosí.

Je m'approche du membre de l'équipe de Roberto qui a l'air le plus jeune, et que nous appellerons Juan. Il me raconte qu'il est venu ici pour la première fois l'an



dernier, pour travailler à la mine avec son père pendant les vacances scolaires. Il a 15 ans. C'est un dur métier, me dit-il, mais il tient bon. Avec l'argent qu'il est venu gagner ici, il s'achètera de nouveaux vêtements.

Il est vrai que la loi bolivienne permet en principe aux jeunes de 14 ans et plus d'avoir un emploi rémunéré. Certaines activités sont toutefois explicitement exclues – dont l'exploitation minière. Que des adolescents travaillent dans la mine semble pourtant être une réalité tolérée par tous ici à Porco. Dans cette petite ville, nous avons croisé une bonne dizaine de travailleurs manifestement âgés de moins de 18 ans. Le maire, Fredy Lugo, nous expliquera plus tard que de nombreux adolescents préfèrent travailler à la mine que suivre une formation.

Dans nos discussions avec la Fedecomín, la fédération des coopératives minières de Potosí, personne ne se fatigue à nier l'existence du problème. Ou du moins pas très longtemps. Certes le responsable qui nous reçoit dans son bureau nous affirme tout d'abord d'un ton convaincu : « Les coopératives n'emploient pas de travailleurs de moins de 18 ans. C'est un mensonge. » Mais quand nous lui racontons ce que nous avons vu et les rencontres faites à Porco, il s'empresse de concéder : « Oui, ce problème existe. »

Retour à la mine. Une fois que toute son équipe est en poste, Roberto nous fait visiter les galeries. À la lumière de nos lampes frontales, nous nous enfilons dans les tunnels étroits, souvent contraints de courber le dos. Un petit tracteur chargé de minerai s'approche en cahotant. Nous nous collons contre la paroi pour le laisser passer. Plus nous nous enfonçons dans la montagne, plus l'air est chaud et étouffant.

Par endroits, nos faisceaux lumineux se perdent dans des cavités de plusieurs mètres qui quittent le tunnel sans aucun dispositif installé pour garantir la sécurité des mineurs. Ce sont les puits qu'Illapa a laissés après son passage.

Nous arrivons à la hauteur de l'équipe de Roberto, à 1200 mètres dans les profondeurs de la montagne. Des martèlements se font entendre d'une profonde cavité. C'est notre équipe, nous dit le *socio*, qui s'affaire 40 mètres plus bas. Mais il refuse de nous conduire jusqu'aux mineurs : « Ce serait trop dangereux. »

1 Les mineurs emportent toujours leur sac de feuilles de coca pour descendre dans la mine. Pour résister à la fatigue, à la faim et au froid.

2 À 1200 mètres de profondeur, la roche est perforée avec un marteau-piqueur de 25 kg.

3 Installation de fortune: des poteaux en bois soutiennent le tunnel aux endroits où il menace de s'effondrer. Le passage inspire peu confiance.

4 Les minerais sont transportés hors de la mine dans des passages souvent très étroits.



En 2014, Eliceo Mamani Condori, 28 ans, a fait une chute de 45 mètres. Il est paralysé depuis.

Un bilan tragique

Roberto n'a pas vraiment à avoir peur des conséquences juridiques que pourrait entraîner un accident dans son équipe : une enquête pénale n'est pratiquement jamais ouverte dans de tels cas. Si la coopérative et la famille d'une victime trouvent un arrangement, « alors on ne s'en mêle pas », nous confirme plus tard un policier taciturne en poste à Porco. « De nombreux accidents ne nous sont même pas signalés. »

Quand nous parlons au policier des trois mineurs de la coopérative Porco Limitada qui ont péri asphyxiés quelques jours plus tôt dans la mine de Porco, il nous rétorque qu'ils seraient apparemment les seuls responsables de l'accident. Les familles auraient remonté les corps elles-mêmes, personne n'aurait demandé une autopsie, et le seul survivant de l'accident aurait déjà quitté l'hôpital quand on allait l'interroger. L'affaire était donc close.

Le lendemain de notre visite de la mine, nous rencontrons Eliceo Mamani Condori, 28 ans, à Potosí. Il nous reçoit dans les locaux d'une organisation de soutien aux personnes en situation de handicap physique. Assis dans un vieux fauteuil roulant usé, il porte un survêtement orné du logo de la Cooperativa Minera Porco Limitada, pour laquelle il travaillait, jusqu'à un jour d'août 2014. →



Au centre de soins de Porco, la médecin Reyna Paucara Canaza soigne régulièrement de jeunes mineurs gravement blessés.

Il était entré dans la mine à l'âge de 17 ans, et avait rapidement fait l'objet de toutes les convoitises, non pour son rendement dans les galeries, mais pour ses performances athlétiques et son talent balle au pied : outre les concours de beuverie, les tournois de football figurent parmi les passe-temps favoris des mineurs, et les bons joueurs peuvent gagner un complément de salaire non négligeable assorti d'un traitement de faveur dans la mine.

Paralysé lors de son sauvetage

Tel était le cas d'Eliceo Mamani. Son *socio* lui avait donné la permission d'exploiter son propre filon, et ils avaient convenu de se diviser le minerai qu'il extrairait. Eliceo avait travaillé pendant des mois pour accéder à l'endroit où il pensait trouver de bons gisements. Pour atteindre « son » filon, percé depuis l'énorme puits qu'Illapa avait creusé dans la mine, il devait grimper sur les pieux de bois que l'entreprise avait utilisés pour soutenir la galerie. Mais un jour, alors qu'il allait atteindre son palier, un des balcons céda sous son poids. La plate-forme avait peut-être été fragilisée par les vibrations causées par des explosions dans la mine. Ou alors d'autres mineurs, envieux de son filon, avaient peut-être tendu un piège à Eliceo, comme il en est aujourd'hui convaincu. Toujours est-il qu'il fit une chute de 45 mètres. Ses collègues lui attachèrent les membres inférieurs à une échelle et tentèrent de le

treuiller hors de la mine. Mais l'échelle se bloqua entre les parois du puits, et Eliceo se retrouva coincé, écrasé contre le mur. La douleur le fit revenir à lui un court instant, puis il perdit de nouveau connaissance. Il pense que c'est à ce moment-là, pendant son sauvetage, que sa colonne vertébrale s'est brisée.

Eliceo est ensuite resté deux mois dans le coma. À son réveil, il s'est demandé si ses blessures étaient suffisamment graves pour l'obliger à adapter son jeu sur le terrain de football. « C'est quand l'infirmière m'a dit que je ne pourrais plus jamais marcher que j'ai compris. Et je me suis mis à pleurer. » Sa femme, Licet, aimerait oublier le jour où, quand son mari est sorti de l'hôpital, il est rentré à la maison et elle a dû en prendre soin en plus de leur fille qui venait de naître. « C'était comme si je devais soudain m'occuper de deux bébés », me confie-t-elle.

Aujourd'hui, Eliceo est employé par la commune de Potosí comme concierge dans un complexe sportif, pour un cinquième seulement de ce qu'il gagnait à la mine. Ses espoirs se portent sur la coopérative pour laquelle il travaillait à l'époque. Il veut envoyer une lettre pour lui demander d'au moins donner un emploi à un membre de sa famille puisque lui-même ne peut plus travailler.

Vingt morts par an

À quel point ce métier est-il dangereux ? Peut-on quantifier la gravité et la fréquence des accidents dans la mine de



Les récoltes ne représentent plus que la moitié à peine de ce qu'on produisait il y a vingt ans, déplorent Helena Cordoba et Damiana Apaza.

Porco ? Face au manque de statistiques fiables, l'hôpital est le meilleur endroit pour obtenir des réponses. La médecin Reyna Paucara Canaza travaille depuis 2016 au « Centro de Salud » de Porco, et les chiffres qu'elle nous cite font froid dans le dos. Elle soigne chaque jour des mineurs victimes de blessures moyennement graves à très graves.

Les plus fréquentes sont les traumatismes crâniens et les lésions dorsales occasionnées par des éboulements de blocs de pierre ou des chutes. En quatre ans de service, elle a constaté en moyenne vingt morts par an dans la mine. La dernière fois que le prix des minerais s'est envolé, en 2017, la mine a embauché encore plus de main-d'œuvre que d'habitude et un décès est survenu presque chaque semaine. Elle traite régulièrement des garçons de 15 ou 16 ans, parfois même plus jeunes. Le plus jeune travailleur blessé dont elle se souvienne n'avait que 11 ans.

Lors d'accidents graves, les médecins du cabinet médical rudimentaire de la petite ville de Porco ne peuvent prodiguer que les premiers soins, et les blessés sont ensuite transférés à Potosí. Pour les sauvetages dans la mine, ils manquent aussi d'équipement et de personnel. Les travailleurs blessés sont généralement secourus par leurs collègues, qui les transportent comme ils peuvent, avec les quelques moyens à disposition, ce qui peut occasionner des blessures supplémentaires, concède la médecin. L'entreprise Illapa a bien ouvert à Porco deux centres médicaux dotés chacun d'une ambulance, mais ceux-ci

ne sont d'aucune utilité aux mineurs des coopératives. Selon un accord conclu avec l'assurance maladie étatique, « Illapa n'est pas autorisée à fournir des services à des tiers », nous répond Glencore.

La rivière polluée

Avant de quitter le pays, nous voulons nous renseigner sur un point régulièrement soulevé par les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ces derniers jours : la pollution de l'eau potable dans la région de la mine. Quand nous rencontrons pour la seconde fois le maire Fredy Lugo, avec lequel nous avons déjà abordé le sujet, il nous montre soudain, par la fenêtre de son bureau, deux femmes en habits traditionnels qui se tiennent non loin de là. « Allez donc leur poser la question, nous dit-il, elles pourront vous raconter ce que c'est que de vivre près de la mine. »

Nous sortons donc pour les interroger et notre question déclenche un flot de paroles. Elles viennent du petit village de Churcuita, qui se situe à quelques centaines de mètres de la mine. Damiana Apaza, 57 ans, nous explique que l'eau de la rivière, qui était autrefois leur principale source d'eau potable, n'est plus buvable. Elle a toujours cultivé des fèves, des pommes de terre, du maïs et des légumes, mais elle ne récolte aujourd'hui plus que la moitié à peine de ce qu'elle produisait il y a vingt ans. Le lait et la viande de ses lamas et de ses chèvres



L'ingénieure Marcela Rojas Aroni analyse et documente l'impact environnemental de l'exploitation minière dans la région.

ne sont plus guère comestibles, et la rivière s'est vidée depuis longtemps de ses truites. « On ne peut plus vivre à Churcuita », déplore-t-elle.

Nous voulons voir de nos propres yeux à quoi ressemble un village affecté par l'exploitation de la mine. Accompagnés de l'ingénieure en environnement Marcela Rojas Aroni, nous montons à bord d'un minibus.

Marcela Rojas travaille depuis trois ans pour la commune de Porco. Elle a déjà publié deux études détaillées sur les conséquences environnementales des activités de la mine et sur la qualité de l'eau dans les communes situées en aval du site d'extraction. Nous arrivons à Sora Molino et Marcela Rojas nous conduit à l'unique source d'eau potable du hameau : la rivière Agua Castilla. En cette saison sèche, il s'agit plutôt d'un maigre filet d'eau aux reflets rougeâtres avec de petites bulles flottant à la surface.

Une teneur 50 fois supérieure à la limite légale

Un jour de septembre 2019, à six heures du matin, Marcela Rojas a prélevé des échantillons dans cette rivière, qui était alors la principale source d'eau potable du village, pour les faire analyser en laboratoire. Les résultats se sont révélés très inquiétants. La teneur maximale en résidus de zinc autorisée en Bolivie est, comme en Suisse, de 5 milligrammes par litre. Une concentration de 30,6 milligrammes, soit six fois plus, a été mesurée dans l'eau de

Sora Molino. Une forte teneur en zinc a des conséquences néfastes, non seulement pour les plantes, mais aussi pour les organismes humains. Le fer, qui est particulièrement toxique pour le foie, a été mesuré à 8,51 milligrammes par litre, soit plus de 28 fois la limite autorisée en Bolivie (0,3 milligramme). Le manganèse qui, à forte concentration, a des conséquences sur les capacités cognitives et motrices, a été mesuré à 5,25 milligrammes par litre, soit plus de 50 fois la limite bolivienne de 0,1 milligramme, et plus de 100 fois celle autorisée en Suisse.

En janvier dernier, Marcela Rojas a présenté son rapport aux autorités départementales de Potosí. Que s'est-il passé depuis ? « C'est très frustrant », nous dit-elle. Seules les autorités du département seraient compétentes pour infliger des sanctions et éventuellement décréter l'interruption temporaire des activités du site jusqu'à ce qu'il soit dépollué. Mais cela n'est encore jamais arrivé. Une à deux fois par an, Marcela accompagne un représentant du « Secrétariat de la Terre nourricière », le ministère de l'Environnement, pour une inspection. Mais cela ne débouche jamais sur rien.

Avec l'ingénieure en environnement, nous marchons vers les rares maisons du hameau qui ne sont pas laissées à l'abandon et sont encore couvertes d'un toit de chaume. Sur le coteau qui domine le village, nous apercevons des vestiges de petits murets, témoins des terrasses sur lesquelles des légumes et céréales étaient



Juana a perdu son mari, et presque plus rien ne pousse dans ses champs. « Nous avons été oubliés », nous dit-elle.

jadis cultivés. Aujourd'hui, seuls des buissons garnissent ces terres abandonnées. Devant une ferme poussent de petites plantes sur lesquelles des fèves devraient ensuite mûrir. Sur le rebord d'une fenêtre, des peaux de lama sèchent au soleil, un chien aboie au loin, mais nous n'apercevons pas le moindre être humain à l'horizon.

« L'eau de la rivière est polluée. Quand nos lamas en boivent, ils meurent. » Juana Choque

Alors que nous nous apprêtons à quitter les lieux, un pick-up apparaît au loin, roulant dans notre direction. Sur sa plate-forme arrière est entassé un groupe de femmes et d'hommes vêtus de noir. Ce sont des membres de la famille de Juana Choque, 42 ans, qui se présente à nous comme « la veuve de Xenon Cruz ». Il y a un mois, son mari est mort à l'âge de 46 ans. La famille du défunt est venue ici aujourd'hui pour lui rendre hommage. Juana Choque attire notre attention sur une croix érigée entre les buissons. « C'est là qu'il est enterré, et je veux aussi qu'on m'enterre ici. »

Xenon Cruz travaillait à la mine, comme la quasi-totalité des hommes valides de la région. Il était employé par l'entreprise Illapa, jusqu'à ce qu'en 2007, il se fasse

écraser par une machine qui le blessa gravement. Il ne sera plus jamais en bonne santé. Illapa lui a alors versé une modique rente d'à peine un tiers de son salaire antérieur. Il a donc été contraint de reprendre le travail malgré ses maux, à la direction d'une coopérative. Jusqu'à son décès il y a un mois, dû à des complications de santé.

Juana ne sait pas comment elle va pouvoir nourrir ses cinq enfants. Car ici à Sora Molina, où le couple avait emménagé il y a 25 ans, quand « tout était encore vert », la vie est devenue presque impossible. « L'eau de la rivière est polluée. Quand nos lamas en boivent, ils meurent. » Ce qui arriverait régulièrement. Et dès qu'il ne pleut pas abondamment, toutes les plantes meurent aussi. Les pommes de terre de la dernière récolte étaient dures comme de la pierre et à peine plus grosses qu'un pouce, nous dit Juana, qui ne parvient plus à retenir ses larmes. « On nous a tout simplement oubliés. »

Une question se pose : qui est responsable de la pollution de l'eau des communes en aval de la mine de Porco ? L'entreprise Illapa, qui exploite le site avec des machines et en consommant énormément d'eau ? Ou les coopératives, qui ne sont guère réglementées ? À la différence des coopératives, la filiale de Glencore est détentrice d'une autorisation environnementale, nous précise l'ingénieure Marcela Rojas. Plusieurs problèmes ont toutefois été constatés lors d'un audit réalisé en mars dernier sur le site d'Illapa. Les gisements de zinc et de

plomb ne seraient pas suffisamment couverts, et il manquerait des canaux pour empêcher que des résidus ne se déversent dans la rivière. Dans le hameau de Playa Verde, situé en aval d'un bassin de retenue exploité par Illapa, les autorités ont testé la qualité de l'eau sur demande de la population locale. Elles ont notamment détecté des concentrations de plomb, de fer et de zinc supérieures aux limites légales. Autre constat : sur le site, le « drainage minier acide », écoulement pouvant entraîner une pollution des eaux, n'était pas suffisamment contenu.

Ce que dit Glencore

Anna Krutikov de Glencore confirme avoir reçu le rapport de l'audit de mars 2020 et nous affirme que celui-ci ne fait état d'aucune violation des normes environnementales. Les recommandations relatives à la gestion du drainage minier acide auraient été « traitées ». Concernant la qualité de l'eau, des discussions seraient en cours avec les autorités communales de Porco pour « mieux comprendre leurs préoccupations ». Nous aurions souhaité discuter avec des représentants de l'entreprise Illapa et leur faire part de nos préoccupations, mais un tel entretien n'a jamais eu lieu. Quand nous tentons pour la première fois notre chance au siège de la société à La Paz, on nous répond que tous les responsables sont en réunion. Le lendemain, ils travaillent tous à domicile et ne sont pas joignables. Les questions que nous adressons finalement par écrit sont transmises au siège, à Zoug.

Malgré nos demandes, Glencore refuse de nous indiquer quelle part des minerais extraits par les coopératives est rachetée par Illapa : car ce sont « des informations commerciales sensibles ».

Anna Krutikov nous répond qu'Illapa n'a « pas de contrat avec les coopératives », et qu'une fois qu'Illapa a fini d'exploiter une partie du site, elle en informe la Comibol, la société minière étatique, qui peut ensuite décider de l'attribuer aux coopératives. Glencore contribue donc à déterminer, au moins indirectement, où les coopératives ont le droit de travailler. Plusieurs *socios* déplorent le fait qu'Illapa leur cède *la basura*, les déchets. À la Fedecomín, la fédération des coopératives minières de Potosí, on nous affirme qu'en marge des contrats officiels avec la Comibol, il y aurait des accords et arrangements directs et informels entre Illapa et les coopératives. Mais ceux-ci seraient souvent conclus oralement et n'auraient « pas de statut légal ». Malgré nos demandes, Glencore refuse de nous indiquer quelle part des minerais extraits par les coopératives est rachetée par Illapa : car ce sont « des informations

commerciales sensibles ». Les contrats d'achats avec les coopératives seraient toutefois soumis à un devoir de diligence raisonnable « pour des raisons commerciales, légales et opérationnelles », dont des aspects relatifs à la sécurité et au risque de travail des enfants, conformément aux « standards de Glencore pour ses fournisseurs ».

Ceux-ci stipulent en effet qu'il est attendu des fournisseurs une « tolérance zéro vis-à-vis de toute forme d'esclavage moderne, dont (...) le travail des enfants », et qu'ils garantissent « un environnement de travail sûr et sain, avec notamment un équipement de protection personnelle adéquat ».

Diligence douteuse

Au vu des conditions de travail dans la mine de Porco, on ne peut que constater l'écart immense entre ces affirmations et la réalité. Si l'on regarde autour de soi à Porco, tôt le matin ou en fin de journée, il paraît évident qu'une grande partie des travailleurs de la mine ne disposent pas d'un équipement de sécurité adéquat, et que nombre d'entre eux ont manifestement moins de 18 ans. Peut-on vraiment parler de diligence raisonnable quand on ne reconnaît même pas ces faits ?

Au sujet des contrôles à l'entrée de la mine, Glencore déclare que les personnes qui pénètrent sur le site sont enregistrées et que leur équipement de protection individuelle est notamment contrôlé. Mais Illapa ne serait pas habilitée à imposer quoi que ce soit aux mineurs des coopératives. Sinchi Wayra, la société holding à laquelle appartient Illapa S.A., a déclaré en 2019, dans un rapport à l'attention du Pacte mondial des Nations unies, qu'elle entretient un dialogue régulier avec les coopératives au sujet de « thématiques importantes comme les équipements de sécurité, le recours au travail des enfants et les impacts environnementaux ». (Le Pacte mondial est une initiative entre les entreprises et l'ONU pour rendre la mondialisation plus sociale et écologique.)

Elle aurait également prévu de se rendre sur place pour s'assurer « que ces conditions soient effectivement respectées par les coopératives ». Nous ne savons pas si cette visite a bien eu lieu. Si tel est le cas, ce contrôle semble avoir eu autant d'effet que les formulations rassurantes dans les standards de Glencore : rien de visible.

Le parcours du combattant

Nous avons aussi quelques questions à poser à la société minière étatique Comibol : que fait-elle pour remédier à l'absence de réglementation des coopératives ? Quelle est, selon la Comibol, la responsabilité d'Illapa en tant qu'exploitante de la mine ?

Tenter d'obtenir des réponses à ces questions auprès des autorités boliviennes est une quête digne des *Douze travaux d'Astérix*. Nous contactons tout d'abord le bureau régional de Potosí, qui nous renvoie vers le siège à La Paz. Nous nous mettons donc en route pour

la capitale. L'aimable attaché de presse qui nous reçoit nous explique qu'il est difficile de surveiller les conditions de travail dans les coopératives, et encore plus de les améliorer. Elles échapperaient selon lui aux contrôles de l'entreprise comme des autorités. Mais il ne peut malheureusement rien nous dire sur les contrats ou responsabilités concernant la mine de Porco, et les personnes qui seraient en mesure de nous répondre sont toutes en réunion, pendant toute la journée. Nous devons poser nos questions par écrit.

Ce que je m'empresse de faire, et la situation tourne rapidement à l'absurde : après deux jours de réflexion, l'attaché de presse m'indique que je devrais adresser directement mes questions au président de la Comibol. Je m'exécute, et reçois finalement en retour un message me priant de déposer une demande officielle pour pouvoir confirmer que je suis bien la personne qui pose les questions. J'abandonne.

« Nous nous engageons en faveur des droits humains et soutenons le développement durable et à long terme des communautés locales où nous menons nos activités », écrit Glencore sur sa page consacrée à la durabilité. Quels efforts en la matière le géant zougois fait-il en Bolivie ? Impossible de le savoir en lisant les 97 pages de son dernier « rapport de développement durable » : les activités de Glencore dans ce pays ne sont même pas mentionnées.

« L'entreprise a poussé mon mari à l'épuisement, puis l'a jeté comme une vieille chaussette », nous lance Juana Choque, la veuve de Xenon Cruz. « Et on ne peut plus vivre ici à cause de l'eau polluée. » ■



Lisez le reportage en ligne et découvrez d'autres photos : stories.publiceye.ch/glencorebolivie



Socar, l'entreprise qui voulait se faire aimer

À grands coups de sponsorings sportifs ou culturels, la société pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan joue la carte de la séduction un peu partout en Europe, et notamment en Suisse, où elle a racheté le réseau de stations-service d'Esso et installé sa principale filiale de négoce. Mais son image a sérieusement pâli depuis que la maison-mère est aspirée dans la propagande belliqueuse du président Aliiev. Et surtout depuis que son nom apparaît en marge d'une vaste affaire de corruption maltaise qui aurait conduit à l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ ET AGATHE DUPARC



Un peu patauds, les nouveaux partenaires de Socar se succèdent à l'écran. Leur mission dans cette campagne publicitaire : vanter les mérites de la marque azerbaïdjanaise, « élégante, moderne et dynamique », dont le logo orne désormais la station d'essence rattachée à leur garage automobile ou leur entreprise de transport. Pour ce concessionnaire biennois, qui dit avoir reçu « beaucoup de matériel promotionnel », il n'y a plus de doute : « Socar est devenue une réelle marque suisse. »

Nous sommes en 2014, deux ans et demi après le rachat du réseau helvétique de 160 stations-service Esso par Socar Energy Switzerland. Le géant pétrolier étatique azerbaïdjanais, qui compte aujourd'hui 200 pompes à essence dans toute la Suisse – dont plus de 60 disposent d'un shop Migrolino avec un personnel directement employé par la filiale suisse du groupe azerbaïdjanais – est alors en pleine opération de séduction.

Des tweets patriotiques et va-t-en-guerre

Pour peu, on en oublierait presque que Socar est une société d'État à la botte du clan présidentiel Aliev, qui gouverne sans partage depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991. Véritable machine à cash, le géant étatique permet d'inonder l'Europe de pétrodollars et d'entretenir une armée moderne qui vient d'écraser les Arméniens dans le Haut-Karabakh après six semaines de conflit. Socar a pleinement participé à cet engouement militaire, en témoignent les tweets patriotiques et va-t-en-guerre de la société d'État pendant toute la durée du conflit.

Une attitude qui tranche avec les efforts déployés jusqu'à présent par Socar. Voilà une décennie que le groupe aux 49 milliards de dollars de chiffre d'affaires (en 2019) ouvre son chéquier à tout-va pour parler au

cœur des Européennes et Européens. Il s'est en tout cas offert leur sport roi, le football. Pour un montant tenu secret, Socar a convaincu l'UEFA, basée à Nyon, de devenir l'un de ses principaux partenaires et même de lui octroyer de nombreux matches européens de prestige dans la très excentrée Bakou.

La capitale veut également séduire les mélomanes. L'Azerbaïdjan remporte l'Eurovision de la chanson en 2011, l'accueille l'année suivante et Socar obtient aussi de faire figurer son logo en forme de puits de pétrole aux côtés de celui du Montreux Jazz Festival (au prix de 400 000 francs à l'époque). Une flamme aux couleurs du drapeau azerbaïdjanais a depuis remplacé le derrick, et brûle toujours fièrement aux côtés des « copartenaires » de l'événement.

Socar a également choisi la Suisse pour y implanter sa principale filiale de négoce, Socar Trading S.A. Discrètement enregistrée à Genève fin 2007, elle s'est imposée comme un acteur majeur du milieu du négoce de pétrole et de gaz, attirant dans ses rangs de nombreux Occidentaux, amadoués par de hauts salaires et ne tarissant plus d'éloges sur le « professionnalisme » de leur employeur. Sans oublier, au niveau politique, l'intense coopération bilatérale entre Berne et Bakou, qui fait de la petite république caucasienne l'un des partenaires privilégiés de la Suisse en ex-URSS.

« C'est simple : Socar fait vivre l'Azerbaïdjan et son directeur est bien plus puissant qu'un ministre. Il doit forcément être un homme de confiance du président Ilham Aliev », résume un proche de la filiale genevoise, ironisant sur les employés étrangers de Socar qui « dans ce contexte très politique ont une obligation de neutralité, comme les trois petits singes qui se couvrent les yeux, la bouche et les oreilles ».

L'arrestation qui change tout

Ce qui devient de plus en plus difficile depuis quelques mois. Le nom de Socar est apparu à plusieurs reprises dans les médias, en filigrane d'une affaire aussi embarrassante que sale. Tout a commencé avec une rocambolesque arrestation en plein milieu de la Méditerranée. Le 20 novembre 2019, l'homme d'affaires Yorgen Fenech est interpellé par la police maltaise sur son luxueux yacht à 5 h 30 du matin, alors qu'il met le cap vers la Sicile. Le Maltais de 39 ans est l'héritier d'un conglomérat d'hôtels et de casinos. Mais c'est aussi – et surtout – le partenaire local de Socar sur l'île. Grâce à son entregent, le géant azéri a pu concrétiser l'un de ses plus ambitieux projets : la construction et l'exploitation dès 2017 de la nouvelle centrale électrique de Delimara dans le sud-est de Malte, alimentée par du gaz naturel liquéfié (LNG) fourni par Socar.

Yorgen Fenech dort aujourd'hui en prison, inculpé de « complicité d'assassinat ». Il est soupçonné sur la base d'éléments accablants d'avoir commandité le meurtre,



« Notre force réside dans notre union » : la page va-t-en-guerre de Socar sur Twitter.

À gauche : le siège de Socar à Bakou.



Daphne Caruana Galizia, blogueuse et journaliste d'investigation. Assassinée le 16 octobre 2017.

le 16 octobre 2017, de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia (voir notre infographie à la page 22). Juste avant de périr dans l'explosion de sa voiture, la journaliste et blogueuse anticorruption enquêtait sur de possibles malversations autour de la centrale électrique. Elle avait reçu 680 000 courriels confidentiels et documents venant d'Electrogas Malta Ltd., le consortium qui, au printemps 2013, avait remporté ce marché de 450 millions d'euros. Socar Trading S.A y détient 33,3 % des parts, à égalité avec le géant allemand Siemens, alors qu'une troisième entité, dont Yorgen Fenech est actionnaire, contrôle le reste du capital. Une enquête sur Electrogas est en cours à Malte.

« Le management a pris l'arrestation de Fenech comme une claque. Le ciel leur est tombé sur la tête. »
Un trader genevois

Autant dire qu'au 40 rue du Rhône à Genève, le siège de Socar Trading SA, la chute de l'homme d'affaires maltais a provoqué la stupeur. « Socar était très fier de ce projet entièrement piloté à Genève. Il s'agissait de remplacer le fioul lourd et le gasoil très polluants par du LNG im-

porté à Malte par Socar », confie une source bancaire. Le géant azéri tente aujourd'hui de vendre en Afrique ce type de grand projet intégré et « vertueux », alors que la production nationale de brut décline et que les réserves de gaz sont, elles, pléthoriques. L'Azerbaïdjan a par ailleurs inauguré en octobre avec l'Union européenne le *Trans Adriatic Pipeline* (ou TAP), un gazoduc qui doit lui permettre de livrer le gaz naturel de la mer Caspienne à l'Europe occidentale. Le siège de l'entreprise qui administre le TAP a été établi en Suisse, à Baar (ZG).

« Le management a pris l'arrestation de Fenech comme une claque. Le ciel leur est tombé sur la tête. C'est très dur à avaler d'être catalogué comme une société mafieuse qui serait complice d'un meurtre », confie un trader genevois. Il se raconte qu'à Bakou, le président de Socar a explosé : « On essaie d'améliorer notre image et voilà ce qui arrive ! », aurait-il lancé, fou de rage.

Versements azéris suspects

C'est désormais l'envers du décor qui surgit. Depuis deux ans, plusieurs médias internationaux enchaînent les enquêtes sur les affaires opaques de Yorgen Fenech, dans le cadre du « projet Daphne », en s'appuyant sur des documents auxquels Public Eye a également eu accès.

Ils ont découvert qu'à l'automne 2015, une société enregistrée à Dubaï, 17 Black Limited, avait reçu plusieurs millions de dollars de sociétés dont les ayants droit éco-



Yorgen Fenech entouré de journalistes. Il est inculpé de complicité d'assassinat de Daphne Caruana Galizia.

nomiques étaient tous Azerbaïdjanais. Or, comme l'ont révélé Reuters et *Times of Malta*, c'est le fameux Yorgen Fenech qui se cachait derrière 17 Black Limited (plus tard rebaptisée Wings Development). Cette structure avait attiré l'attention de Daphne Caruana Galizia, sans qu'elle ait le temps d'en percer les mystères.

Un rapport du bureau anti-blanchiment maltais (FIAU), que nous avons consulté, détaille deux versements qualifiés de « suspects », le 17 et le 26 novembre 2015, pour un total de 1,4 million de dollars, vers 17 Black Limited. L'argent provenait de Mayor Trans Limited, une société enregistrée aux Seychelles, qui avait ses comptes au Monténégro et en Lettonie, et dont le bénéficiaire économique ultime (UBO) était alors un certain Rufat Baratzada. Comme l'a découvert Reuters, ce citoyen azerbaïdjanais a tout d'un homme de paille : c'est un ancien employé de métro qui habite un modeste appartement à Bakou.

Les enquêteurs financiers maltais se sont aussi intéressés à deux sociétés panaméennes – Hearnville Inc. et Tillgate Inc. – créées fin 2015 et dont les ayants droit économiques étaient deux officiels maltais. Il s'agit respectivement de Konrad Mizzi, le ministre maltais de l'Énergie qui avait appuyé la construction de la nouvelle centrale électrique, et de Keith Schembri, le chef de cabinet du Premier ministre Joseph Muscat, qui suivait lui aussi le dossier. Dans un courriel datant du 17 décembre

2015, il est indiqué que les comptes de ces deux entités « vont générer des rentrées de 2 millions d'euros d'ici une année », à raison de 150 000 euros mensuels provenant de 17 Black Limited et d'une autre structure. On ignore si l'argent a bien été versé par Yorgen Fenech à MM. Mizzi et Schembri. Ces derniers ont en tout cas dû démissionner après son arrestation.

Une enquête de la police maltaise est en cours, portant sur des soupçons d'actes de blanchiment d'argent et de corruption qui se seraient déroulés en marge du contrat de la centrale électrique. La mystérieuse Mayor Trans Limited, qui n'avait aucune activité connue à Malte, aurait été utilisée pour des paiements corruptifs. Avec cette interrogation restée jusqu'ici sans réponse : cette structure aurait-elle pu agir pour le compte de Socar Trading ?

Aucun lien formel n'a jusqu'ici pu être établi (au moment de la mise sous presse) entre les deux sociétés. Public Eye a pu obtenir une nouvelle pièce de ce vaste puzzle. Selon nos informations, au moment de l'ouverture du compte de Mayor Trans Limited au Monténégro, Rufat Baratzada apparaissait comme le signataire, alors que le bénéficiaire économique ultime (UBO) était un dénommé T. H. Sur LinkedIn, plusieurs personnes portent les mêmes nom et prénom, dont un ingénieur de Socar au profil lapidaire. Un élément encore insuffisant pour confirmer un lien, mais néanmoins troublant. →



LES RELATIONS DOUTEUSES DE SOCAR

— Flux financiers — Relations — Actionnariat



Mariam Almaszade
CEO de Socar Trading S.A.,
ancienne CEO de Maddox S.A.
et ancienne directrice de
Crowbar Holdings S.A.



**SOCAR
TRADING S.A.**
Genève

Crowbar Holdings S.A.,
actionnaire de Maddox
Energy Trading Ltd.

Mayor Trans Ltd.

Cifidex Ltd.

Remboursement
3 mio € + 4,5 mio €

Socar Trading S.A.
est actionnaire
d'Electrogas Malta Ltd.
à hauteur de 33,3 %.



Turab Musayev
Superviseur du projet de la centrale
électrique de Delimara. Ancien
membre du conseil d'administration
d'Electrogas Malta. Décrit aussi
comme consultant indépendant
pour Socar Trading S.A. Intérêt chez
Cifidex Ltd.

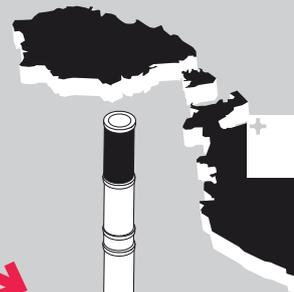
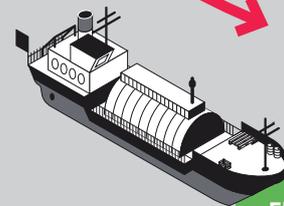
**Yorgen Fenech, inculpé de
complicité d'assassinat de
Daphne Caruana Galizia et
actuellement en prison.**
(État au 17 décembre 2020)



**Daphne
Caruana Galizia**
Blogueuse et journaliste
d'investigation maltaise.
Assassinée le 16 octobre 2017



Juste avant sa mort, Daphne
Caruana Galizia avait reçu
environ 680 000 mails et
documents confidentiels et
internes d'Electrogas Malta.



Electrogas Malta Ltd.

Centrale électrique de Delimara,
exploitée par le consortium
Electrogas Malta.



Rovnag Abdoullayev
Président de Socar



Ilham Aliyev
Président de l'Azerbaïdjan

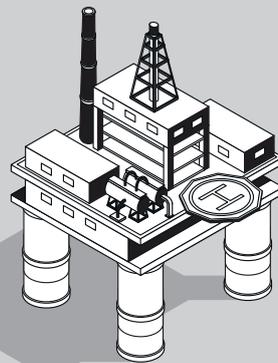
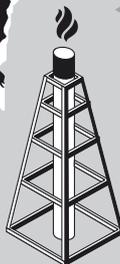
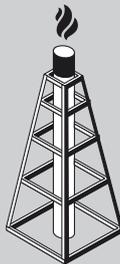
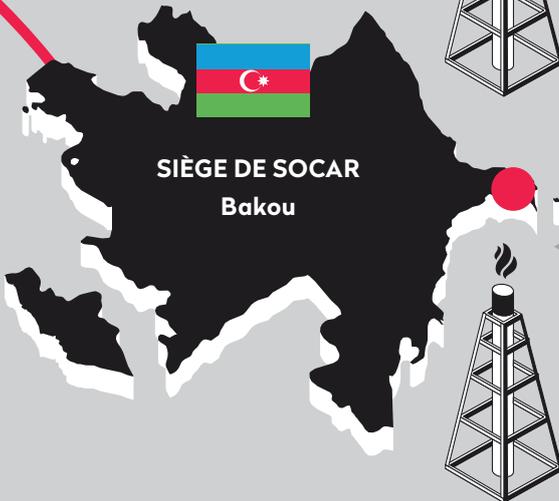


2,3 mio €
Nov. 2015

1,4 mio \$
Nov. 2015

Prêt de
3 mio €
Déc. 2015

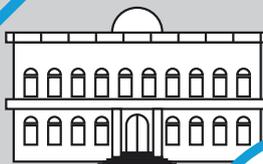
17 Black Ltd.
Société appartenant
à Yorgen Fenech.
Compagnie listée dans
les Panama Papers



Yorgen Fenech
Homme d'affaires maltais,
actionnaire d'Electrogas
Malta, proche de Musayev et
de membres du gouvernement
Muscat



Joseph Muscat
Premier ministre maltais
entre 2013 et 2020



Konrad Mizzi
Ministre de l'énergie dans le
gouvernement Muscat



Keith Schembri
Ancien chef de cabinet du
Premier ministre Muscat





L'usine électrique de Delimara, exploitée par le consortium Electrogas Malta.

Des tours de passe-passe financiers

Dès 2015, c'est un personnage plus en vue, Turab Musayev, binational Azerbaïdjanais et Britannique, qui supervisait le projet de la centrale électrique maltaise depuis Genève. Une source confie que cet homme d'affaires aux manières très occidentalisées a été engagé par Socar Trading « pour ses compétences dans le domaine du gaz » et qu'« il a aussi été chargé de monter le desk LNG à Londres qui fonctionne aujourd'hui très bien ». Officiellement, Turab Musayev avait un statut de consultant.

La mystérieuse Mayor Trans Limited, qui n'avait aucune activité connue à Malte, aurait été utilisée pour des paiements corruptifs. Avec cette interrogation restée jusqu'ici sans réponse : cette structure aurait-elle pu agir pour le compte de Socar Trading ?

Au sein du consortium d'Electrogas, Socar Trading s'est taillé la part du lion, obtenant que l'État maltais fasse appel à ses services pendant dix ans pour alimenter la nouvelle centrale électrique en gaz naturel liquéfié (LNG). Et puisque la filiale azérie genevoise ne pouvait alors pas fournir elle-même ce LNG, elle a signé en avril 2015 un contrat d'achat avec le géant Shell qui était aussi chargé d'acheminer le produit à Malte puis de l'entreposer dans une unité de stockage. Socar Trading avait ainsi un rôle de pur intermédiaire. Reuters a calculé qu'en 2015, la société azérie a déboursé 113 millions de dollars pour se procurer du LNG, qu'elle a ensuite revendu à Electrogas pour 153 millions de dollars, encaissant ainsi une marge de 40 millions. Plusieurs experts du secteur se sont interrogés sur la rationalité d'une telle transaction, se demandant pourquoi Electrogas ne s'approvisionnait pas directement auprès de Shell, ce qui lui aurait coûté beaucoup moins cher.

Selon les révélations de Reuters en juin 2020, Turab Musayev aurait aussi été personnellement associé à Yorgen Fenech dans une autre grande réalisation : le parc éolien « Mozura » au Monténégro. Là encore, on tombe sur une transaction pour le moins tortueuse. En décembre 2015, Enemalta, la société étatique énergétique maltaise, a acquis, pour 10,3 millions d'euros, 99 % des actions de ce parc éolien auprès d'une société offshore nommée Cifidex Ltd. Deux semaines auparavant, cette coquille vide basée aux Seychelles avait acheté cette même participation pour 2,9 millions d'euros.

Cette transaction avait donné lieu à un tour de passe-passe avec la fameuse 17 Black Limited, qui avait avancé 3 millions d'euros à Cifidex, puis s'était fait rembourser cette somme en recevant quelque 4,5 millions d'euros additionnels en guise de « participation au bénéfice ».

Selon Reuters, Turab Musayev contrôlait Cifidex, ce que l'homme d'affaires azéri s'est empressé de nier, menaçant de porter plainte contre cinq médias maltais qui avaient aussi publié cette information. En août dernier, la « Fondation Daphne » a apporté de nouveaux éléments prouvant que l'homme d'affaires azéri avait bien une participation dans cette structure.

En décembre 2019, Turab Musayev avait discrètement démissionné du Conseil d'administration d'Electrogas à Malte.

Que sait la patronne de Socar Trading ?

Mariam Almaszade, CEO de Socar Trading depuis juin 2018, pourrait avoir la réponse à certaines questions. Dans une vie antérieure, cette juriste azérie, qui a étudié en Suisse, travaillait au sein de l'étude genevoise De Cerjat, Prensilevich & De Blasi. Entre 2012 et 2015, comme le montre une série de courriels que nous avons pu consulter, elle était chargée de gérer plusieurs sociétés pour le compte d'un homme d'affaires azéri au profil intrigant : Rovshan Tamrazov. Sur Internet, on ne trouve aucun article ni portrait de celui qui est officiellement propriétaire de la société de négoce Maddox S.A., domiciliée à Genève depuis 2013, et de son pendant offshore Maddox Energy Trading enregistrée en 2010 dans les Îles Vierges britanniques dont l'unique actionnaire était à partir de mars 2011 une autre société nommée Crowbar Holdings, domiciliée dans la même juridiction.

De 2012 à 2015, Mariam Almaszade était la seule directrice de Crowbar Holdings. Or la cellule enquête de la *Tribune de Genève* a récemment révélé que cette société offshore avait, le 24 novembre 2015, transféré plus de 2,3 millions d'euros sur le compte de 17 Black Limited, la société de Yorgen Fenech. Le motif de ce paiement reste mystérieux.

Un ancien trader genevois qui jusqu'en 2013 évoluait dans l'environnement de Roshvan Tamrazov se dit « très surpris », puisque selon lui « Maddox/Crowbar n'avait pas d'affaires ni à Malte, ni au Monténégro ». La justice maltaise a adressé en août dernier une demande d'entraide judiciaire au Ministère public de la Confédération (MPC) sur Socar Trading. Elle s'intéresse de près au versement fait par Crowbar. La requête maltaise est en cours d'exécution, comme nous l'a confirmé un porte-parole du MPC.

Toutes les hypothèses sont ouvertes. Voilà longtemps que dans les milieux du pétrole, il se murmure que Maddox et Socar Trading ont des liens étroits. Mariam Almaszade en est l'incarnation vivante. En 2016, elle est entrée de plain-pied dans le trading de pétrole, nommée à la tête de Maddox S.A., puis en 2018, elle a été propulsée au poste de CEO de Socar Trading. Un banquier qui connaît comme sa poche les négociants de l'ex-URSS confirme que Maddox a toujours évolué dans le giron de Socar. « Il fallait vraiment que Mariam Almaszade soit proche de personnes

L'Azerbaïdjan – un destin lié au cours du brut

Grâce au pétrole, l'Azerbaïdjan est devenu un pays prospère. En vingt ans, le revenu par habitant a été multiplié par vingt. Le gagnant est sans aucun doute la compagnie pétrolière d'État Socar, société étroitement liée au clan dirigeant des Aliev.

L'Azerbaïdjan est un pays de paraboles. Il est probablement le seul à avoir connu la fin du pétrole et deux fois sa naissance. Au début du XIX^e siècle, les premiers puits pétroliers sont creusés à la main, avant qu'une industrie pétrochimique ne voie le jour autour de Bakou, à la faveur de concessions accordées à des entreprises privées et d'une florissante activité bancaire qui lui est dédiée. Le brut devient abondant; les Rothschild et les Nobel investissent; Shell devient incontournable dans la région. L'Azerbaïdjan est alors l'Eldorado de l'or noir. À l'image des troupes allemandes qui s'embourbent dans le Caucase pendant la Seconde Guerre mondiale à la recherche des champs de Bakou. Puis, fléau de ceux qui ont lié leur destin au pétrole, la production commence à décliner. Les champs s'épuisent

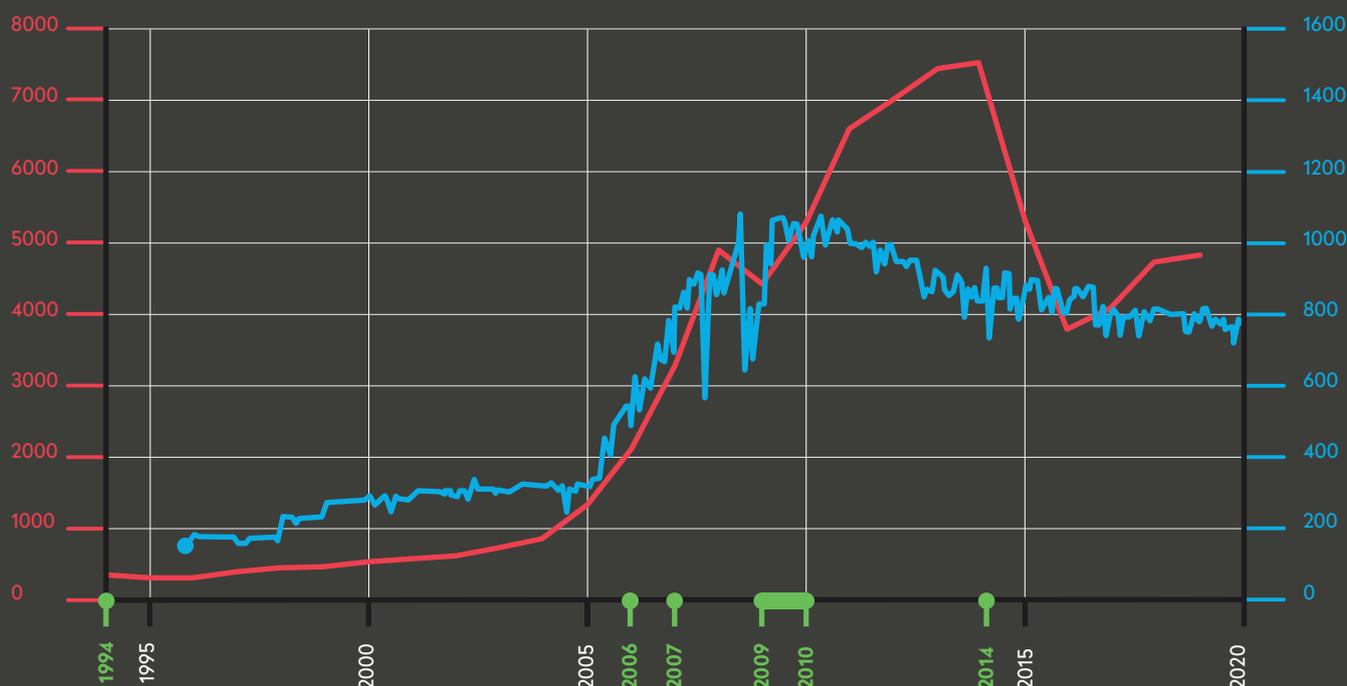
et le manque d'investissement ne permet pas la découverte ou l'exploitation de nouveaux gisements. L'Azerbaïdjan doit attendre le siècle suivant pour retrouver son niveau de production de 1940 (475 000 barils par jour).

Si le clan Aliev se comporte en nouveau riche, c'est que l'Azerbaïdjan, son « fief », accède en 1991, après la disparition de l'URSS, à l'indépendance comme l'un des pays les plus pauvres au monde. Trois ans plus tard, le PIB par habitant atteint à peine 440 dollars, près de 30% des enfants souffrent de malnutrition et la première guerre contre l'Arménie s'achève par la perte du contrôle du Haut-Karabakh. Près de 30 000 personnes ont péri dans le conflit (un chiffre jamais reconnu par Bakou).

La dépendance de l'Azerbaïdjan au pétrole brut

- 1994** Fin de la première guerre au Haut-Karabakh
- 2006** Ouverture du pipeline de Bakou-Tbilissi-Ceyhan
- 2007** Création de Socar Trading S.A. à Genève
- 2009/2010** Pic de la production pétrolière en Azerbaïdjan
- 2014** Effondrement du prix du pétrole

- Produit intérieur brut de l'Azerbaïdjan de 1994 à 2019 en dollars**
- Production de pétrole brut de l'Azerbaïdjan de 1996 à 2020 (en milliers de barils par jour)**



La manne de l'Azéri Light (le pétrole national) apparaît donc comme un miracle. À la faveur de nouvelles techniques de prospection offshore et d'investissements conséquents réalisés avec des majors pétrolières, le champ d'Azeri-Chirag-Guneshli (ACG) est exploité dès le tournant des années 1990 avec l'aide de BP. La rente pétrolière inonde l'économie. En 2006, elle représente près de 40 % du PIB de l'Azerbaïdjan, selon les données de la Banque mondiale. La production nationale culmine à plus d'un million de barils par jour entre 2009 et 2012.

Fin 2007, Socar Trading S.A. voit le jour à Genève. Valery Golovouchkine, un ancien du géant pétrolier Loukoil, a réussi à convaincre les grands chefs à Bakou de la nécessité d'avoir sa propre structure de trading. Le capital de cette nouvelle société intrigue puisque Golovouchkine et un certain Anar Aliev (sans lien de parenté avec la famille régnante) y sont actionnaires à 25 % chacun via une structure maltaise. Ce qui n'empêche nullement les banques genevoises Crédit Agricole, ING et Paribas d'accorder de mirifiques lignes de crédit. Valery Golovouchkine voit grand. Il dit vouloir hisser Socar Trading « au niveau de Gunvor ou Trafigura », deux géants du secteur des matières premières, qui sont également basés en Suisse.

De petites boîtes de négoce dont les actionnaires sont des Azerbaïdjanais font alors leur apparition, jouant les intermédiaires entre la maison-mère à Bakou et la filiale genevoise. « Dans le milieu, on disait qu'elles permettaient de payer les fonds de pension de certains dirigeants de Socar. Elles existaient pendant deux ou trois ans puis disparaissaient », témoigne un ancien banquier. La seule qui survit est la fameuse Maddox, toujours en activité.

Cette situation perdure jusqu'en 2012, lorsque Socar Trading passe à 100 % sous le contrôle de l'État. Ou plutôt du clan au pouvoir. Avant de reprendre les rênes du pays au décès fin 2003 de son père Heydar, Ilham Aliev occupait la fonction de vice-président de Socar. La société d'État n'a jamais coupé le cordon ombilical. Un petit tour sur le compte Twitter de Socar le démontre. À chaque fois que le compte présidentiel gazouille (ou celui de sa femme, la vice-présidente Mehriban Alieva), Socar partage directement le message. Lors de la proclamation des hostilités sur le Haut-Karabakh, le 27 septembre dernier, Socar n'hésite pas non plus à relayer le premier appel martial du président, comme tous ceux qui suivent des dizaines de fois par jour. En Azerbaïdjan, le pouvoir est toujours assis sur le pétrole.

puissantes en Azerbaïdjan pour pouvoir faire le saut entre la petite Maddox et Socar la géante », explique-t-il.

Interpellée par Public Eye sur ces faits, Socar Trading nous a répondu par l'intermédiaire d'une agence internationale spécialisée dans la gestion de réputation. La filiale genevoise se dit « profondément bouleversée par le meurtre de Daphne Caruana Galizia », mais refuse de s'exprimer sur une enquête en cours. Elle se distancie de Turab Musayev, qualifié d'« ancien consultant indépendant » qui pouvait mener ses propres projets et dont les services « ne sont plus utilisés par la société ». Cette consultance a duré sept ans et s'est achevée en octobre 2020, selon les données du profil LinkedIn de Turab Musayev. Durant cette période, l'intéressé bénéficiait en tout cas d'une adresse e-mail Socar Trading, comme le montre un courriel qui a fuité dans les médias.

En bout de chaîne, devant les stations-service suisses, il est peu probable que l'on ait eu vent de ces lointaines intrigues.

Socar Trading répond aussi qu'elle ne connaît ni Mayor Trans Limited, ni ses ayants droit économiques. Quant à Crowbar Holdings, Mariam Almaszade fait savoir qu'elle « n'était pas au courant du paiement » de 2,3 millions d'euros vers la société de Yorgen Fenech en novembre 2015, puisqu'au « premier trimestre de 2015 », elle avait été remplacée dans ses fonctions de directrice. Dans l'enquête publiée par la *Tribune de Genève*, un de ses proches assure, sous couvert d'anonymat, qu'un juriste valaisan a pris sa place et que M^{me} Almaszade n'effectuait « aucune transaction bancaire » pour le compte de Crowbar. Certains documents que nous avons consultés montrent au contraire qu'en qualité de gestionnaire de Maddox Energy Trading (dont Crowbar était le seul actionnaire), il lui arrivait de recevoir des factures et de superviser des paiements.

Nous avons adressé des questions au juriste valaisan, mais elles sont restées sans réponse. En bout de chaîne, devant les stations-service suisses où brûle la flamme bleu-rouge-verte de Socar, il est peu probable que l'on ait eu vent de ces lointaines intrigues. Mais au fil des révélations, la société d'État, qui reste mutique, a toujours plus de mal à se positionner comme une marque « élégante, moderne et dynamique ». ■



Lire l'enquête en ligne :
publiceye.ch/fr/socar



© KEYSTONE/LAIF/Daniel Rosenthal

Travail des enfants dans les plantations de cacao : deux décennies de perdues

L'industrie très lucrative du chocolat n'est pas parvenue à réduire le travail des enfants et la déforestation dans la culture du cacao en Afrique de l'Ouest, ni à remédier à la pauvreté des familles de cacaoculteurs. Telles sont les conclusions d'un récent rapport de l'Université de Chicago et de l'édition 2020 du Baromètre du cacao. La Cour suprême des États-Unis a désormais la possibilité de remédier en partie à ces problèmes puisqu'elle traite actuellement une plainte contre Nestlé et Cargill.

SILVIE LANG

Tous les deux ans, le réseau d'organisations de la société civile VOICE (Voice of Organisations in Cocoa) publie, avec d'autres ONG, un bilan sur les évolutions dans le secteur international du cacao et du chocolat, principalement centré sur les conditions de vie et de travail des familles de cacaoculteurs ainsi que sur l'environnement. Une fois de plus, les conclusions du Baromètre du cacao sont affligeantes : bien que l'industrie promette depuis des décennies d'améliorer, à travers des mesures volontaires, le respect des droits humains et de l'environnement dans la culture du cacao, la situation n'a guère évolué pour les cacaoculteurs et cacaocultrices.

Des conditions de travail abusives

Concernant le travail des enfants, les conclusions du rapport du National Opinion Research Center de l'Université de Chicago (NORC) sont sans appel : 1,5 million d'enfants

travaillent toujours dans des conditions déplorables dans la culture du cacao en Afrique de l'Ouest. Cela représente près d'un enfant sur deux dans les familles paysannes des régions productrices de cacao de Côte d'Ivoire et du Ghana. Quelque 95 % d'entre eux réalisent des tâches figurant parmi les pires formes de travail des enfants, telles que la pulvérisation de pesticides, la récolte à la machette ou le port de charges lourdes. On ne parle pas ici d'une aide occasionnelle apportée aux parents sur les plantations, bien au contraire : au cours des dix dernières années, par exemple, la proportion d'enfants qui épandent des pesticides a été multipliée par cinq. Un tiers des enfants travaillant dans des conditions abusives a déjà souffert de très fortes douleurs, un quart s'est senti très malade et un enfant sur dix a eu besoin d'un traitement médical. Au vu de cette réalité effarante et insupportable, il paraît très cynique que de nombreuses entreprises s'entêtent à

simplement répéter « le travail des enfants n'a pas sa place dans notre chaîne d'approvisionnement », et ce d'autant plus quand on sait que l'industrie promet des améliorations depuis si longtemps. Déjà en 2001, de nombreux fabricants de chocolat, dont Nestlé et le numéro un mondial du secteur, Barry Callebaut, qui est domicilié à Zurich, signaient le protocole volontaire dénommé Harkin-Engel, par lequel ils s'engageaient à prendre des mesures pour éliminer le travail des enfants à l'horizon 2005. Le délai a d'abord été repoussé à 2008, puis à 2010, et enfin à 2020, et l'objectif a été ramené à une réduction de 70 %.

Ce but n'a pas été atteint et la situation s'est gravement détériorée au Ghana et en Côte d'Ivoire depuis le début de la pandémie de Covid-19. L'International Cocoa Initiative, plate-forme multipartite financée par les grands fabricants de chocolat, s'est donné pour objectif de lutter contre le travail des enfants. Elle estime elle-même que la pandémie a entraîné jusqu'à 20 % d'augmentation du travail des enfants, ce qui représente 300 000 enfants de plus.

Pendant bien trop longtemps, les entreprises ont opté pour des mesures volontaires et basées sur des projets qui ne s'intéressaient pas aux racines des problèmes et n'impliquaient pas suffisamment les victimes d'abus.

Quelle a été la réaction des négociants de cacao et fabricants de chocolat ? La Fondation mondiale du cacao, organisation faîtière du secteur, défend le point de vue cynique selon lequel le Protocole Harkin-Engel aurait été trop ambitieux car la complexité du problème était alors méconnue. Il est très étonnant que cet argument soit avancé, sachant notamment que, déjà en 2005, des plaintes avaient été déposées aux États-Unis contre Nestlé et Cargill pour implication dans l'esclavage d'enfants en Côte d'Ivoire. Après de nombreuses années de tractations juridiques, l'audition a eu lieu le 1^{er} décembre 2020 devant la Cour suprême des États-Unis. Les deux entreprises reconnaissent certes que des enfants travaillent en situation d'esclavage dans le secteur, mais elles rejettent toute responsabilité en la matière.

Il faudra attendre l'été 2021 pour savoir si la Cour suprême entrera en matière sur la plainte déposée il y a 15 ans par six enfants esclaves maliens, et leur donnera enfin la possibilité de porter leur affaire devant les tribunaux.

La nécessité d'imposer un devoir de diligence raisonnable au secteur des matières premières a également été reconnue par le peuple suisse lors de la votation sur l'initiative multinationales. Seul un tel devoir de diligence offrira une réponse systémique s'attaquant à la source des abus perpétrés dans le secteur.

Le Baromètre du cacao 2020 confirme également qu'une telle approche n'a pas été suffisamment appliquée jusqu'à présent. Pendant bien trop longtemps, les entreprises ont opté pour des mesures volontaires et basées sur des projets qui ne s'intéressaient pas aux racines des problèmes et n'impliquaient pas suffisamment les victimes des abus.

Et c'est précisément ce que font les nombreuses plates-formes nationales d'acteurs du cacao qui ont vu le jour dans les pays hôtes de nombreux fabricants de chocolat. La Plate-forme suisse du cacao durable est une initiative multipartite qui va dans ce sens et se base sur une approche volontaire. Elle travaille sur la base de projets, se repose toujours essentiellement sur la certification pour promouvoir la durabilité et ne s'intéresse qu'au cacao physiquement importé en Suisse. Or celui-ci ne représente qu'une petite partie du cacao acheté, négocié et transformé par des sociétés helvétiques. En outre, la plate-forme ne prévoit pas d'engagement contraignant en faveur d'un revenu vital pour les familles de cacaoculteurs.

Des labels qui ne garantissent pas un revenu vital

Il serait toutefois urgent qu'un tel engagement soit enfin pris car la vaste majorité des cacaoculteurs et cacaocultrices vivent dans une pauvreté extrême. Les labels ne permettent pas non plus une amélioration systématique de leur situation : selon une étude mandatée par Fairtrade International, les familles ivoiriennes de cacaoculteurs certifiés ne percevaient même pas 10 % d'un revenu vital en 2018, malgré le prix minimum imposé et les primes prévues.

Tant que les familles de cacaoculteurs vivent dans une telle pauvreté, n'ont pas suffisamment accès à l'éducation et au système de santé, et n'ont guère de poids politique, il n'est pas possible de remédier au travail des enfants. Selon les conclusions du Baromètre du cacao 2020, elles sont aujourd'hui confrontées au choix cornélien entre nourrir leurs enfants ou les envoyer à l'école.

C'est précisément là que se situe le problème : les familles de cacaoculteurs n'ont aucun pouvoir de négociation face aux négociants et aux fabricants de chocolat. Elles perçoivent la plus petite part de la valeur ajoutée totale : seulement 7,3 % du prix de vente d'une tablette de chocolat au lait d'après une récente étude de l'ONG française Le Basic. La part revenant aux fabricants de chocolat est nettement plus élevée (27,3 %) et celle des détaillants est la plus importante, avec 38,5 %. Les cacaoculteurs et cacaocultrices doivent assumer des risques majeurs, tels que les mauvaises récoltes ou la volatilité du prix du cacao sur le marché international.

Le pouvoir et la valeur ajoutée sont répartis de manière extrêmement inéquitable sur la chaîne de production du cacao, au détriment des agriculteurs et agricultrices.

Les entreprises de cacao et de chocolat profitent de la situation et ne veulent rien changer ni engager une partie de leurs bénéfices pour garantir que les familles de cacao-culteurs perçoivent un revenu vital.

Blâmer les cacaocultrices et cacaoculteurs

Les gouvernements et les entreprises se renvoient la responsabilité des abus perpétrés sur les plantations de cacao. Comme personne ne fait le premier pas, le secteur se cantonne à chercher des solutions collectives au niveau des agriculteurs et agricultrices, et à améliorer ce qui peut l'être dans la production du cacao afin d'éviter tout changement important de la part des entreprises et gouvernements. Cela a pour conséquence de rejeter surtout la responsabilité sur les familles de cacao-culteurs : les principales causes du problème seraient les mauvaises techniques agricoles appliquées ou la connaissance insuffisante de la problématique du travail des enfants. Cette vision est aussi inadéquate que néfaste car les problèmes dans la culture du cacao ne sont pas la source de tous les maux, mais plutôt les symptômes d'un système extrêmement inégalitaire.

La responsabilité particulière de la Suisse

Il est donc urgent de changer de système, en apportant des modifications structurelles tout au long de la chaîne de valeur du cacao afin de protéger systématiquement les droits humains des familles de cacao-culteurs et l'environnement. La Suisse abrite de nombreux fabricants de chocolat et figure parmi les premières places mondiales pour le négoce de cacao : au moins 30 % de l'ensemble des fèves sont négociées par des entreprises helvétiques. La Suisse a donc un rôle particulier à jouer et il est grand temps qu'elle assume ses responsabilités. Le fait que la majorité du peuple suisse ait voté en faveur de l'initiative multinationales responsables, qui ne sera pas adoptée par faute d'avoir aussi obtenu la majorité des cantons, montre que l'ère de l'approche volontaire est bel et bien révolue, et qu'il est demandé au secteur des matières premières agricoles de faire preuve d'une diligence raisonnable. ■



Pour en savoir plus :
publiceye.ch/barometre



Un label qui ne tient pas ses promesses

Le label de durabilité allemand «Grüner Knopf» est présenté comme «social, écologique, gouvernemental et certifié indépendant». Pourtant, comme le montre une nouvelle étude de Public Eye et de l'ONG allemande Femnet, il est aussi attribué à des articles cousus par des travailleuses et travailleurs percevant un salaire de misère.



ROMEO REGENASS

«Mode bio Grüner Knopf en ligne»: c'est ainsi que le fournisseur allemand Hess Natur, également actif en Suisse, promeut sur internet ses vêtements écologiques. Grüner Knopf? Ce label étatique allemand n'est pas encore vraiment connu en Suisse, mais il suscite de grandes attentes. Lancé par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, ce label textile prétend pouvoir montrer qu'il est possible d'acheter des articles de mode durable. Son logo, un bouton vert, est censé aider les consommateurs et consommatrices à choisir leur nouveau T-shirt, bonnet ou drap, et à les orienter de manière fiable dans la jungle des labels.

Pour pouvoir arborer le bouton vert, les entreprises doivent non seulement répondre à des exigences relatives à leurs produits, mais aussi attester d'une diligence raisonnable en matière de droits humains, identifier les risques, prendre des mesures adéquates pour y remédier et publier des rapports sur leur démarche. Mais qu'en est-il dans les faits? C'est ce que Public Eye et l'ONG allemande Femnet ont cherché à savoir en analysant la communication officielle de 31 entreprises présentées sur le site web de Grüner Knopf en mai 2020.

Six d'entre elles – Aldi, Bonprix, Hess Natur, Lidl, Tchibo et Vaude – sont très actives en Suisse, et le label va être de plus en plus présent puisqu'en novembre 2020, trois autres marques largement distribuées dans nos magasins – Chiemsee, Jack Wolfskin et Peter Hahn – arboraient déjà le bouton vert.

Selon l'enquête des deux ONG, une grande partie des 31 entreprises étudiées communiquent certes de manière globale sur les éléments de leur diligence raisonnable, mais seule une minorité d'entre elles présente des informations précises sur les principaux risques identifiés et sur les mesures prises en conséquence. Toutes les marques peuvent toutefois arborer le label et l'utiliser pour leur promotion.

Public Eye et Femnet critiquent cette approche: «Quand des entreprises ne communiquent que de façon abstraite ou non spécifique sur les risques et mesures prises sur leur chaîne d'approvisionnement, elles ne devraient pas bénéficier d'une reconnaissance sous la forme d'une certification étatique.» Lors du lancement

du label Grüner Knopf en septembre 2019, Public Eye avait déjà prévenu que celui-ci pourrait néanmoins certifier des produits confectionnés par des personnes percevant un salaire de misère.

Des salaires de misère

La dernière étude réalisée démontre malheureusement que c'est bien le cas. Parmi les 31 entreprises analysées, seules deux, Hess Natur et Vaude, font expressément état de l'ampleur et de la gravité du risque d'absence de salaire vital sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. Et le fournisseur de vêtements écologiques Hess Natur indique même qu'il ne peut pas garantir que tous ses fournisseurs versent systématiquement un salaire vital. Il ne faut pas faire preuve de beaucoup d'imagination pour se représenter ce qu'il en est des autres entreprises.

Parmi les 31 marques étudiées, 11 ont mis en avant le risque d'absence de salaire vital comme une priorité mais elles n'indiquent rien de concret sur l'ampleur et la gravité du problème dans leur production. Parmi celles-ci figurent Aldi, Bonprix, Lidl et Tchibo, ou encore la petite entreprise 3Freunde. Pour 18 marques, ce risque n'est même pas présenté comme une priorité essentielle. Cela est incompréhensible sachant que les salaires de misère constituent non seulement une grave violation de droits notoire et pratiquement généralisée, mais ils alimentent en outre le risque d'autres violations du droit du travail (comme les heures de travail excessives). Et quiconque ne gagne pas assez d'argent pour vivre a forcément des difficultés à se nourrir et à nourrir sa famille. La dénutrition est seulement l'une des conséquences alarmantes mises en évidence par la nouvelle enquête de Public Eye et Femnet. ■



Pour en savoir plus :
publiceye.ch/gruener-knopf



Le soja, un ennemi du climat négocié depuis la Suisse

La consommation mondiale de viande ne cesse d'augmenter. Le Brésil est le plus grand exportateur de soja, fourrage privilégié des éleveurs. De gigantesques surfaces de forêts et de prairies y sont transformées en champs de soja, en partie illégalement. Le négoce de ce produit est dominé par cinq géants agricoles qui agissent principalement depuis la Suisse.

SILVIE LANG

Depuis des années, la consommation de viande augmente à travers le monde, entraînant aussi une augmentation de la demande en fourrage. Le soja est l'une des plus importantes sources de protéines pour le fourrage utilisé dans l'élevage intensif. Depuis 2001, la part de soja négociée à l'international a été multipliée par plus de cinq. Plus de 90 % de celui-ci est destiné au fourrage, le reste servant à l'alimentation humaine, à la production d'agrocarburants ou à une utilisation dans l'industrie.

Parmi les pays producteurs, le Brésil a une grande longueur d'avance sur tous ses concurrents avec une production annuelle de 133 millions de tonnes. Il a détrôné les États-Unis (117 millions) qui ont longtemps occupé le haut du tableau. Nettement derrière, l'Argentine suit les deux géants avec 53 millions de tonnes. Près de 90 % des exportations mondiales de soja provenaient de ces trois pays en 2019. En matière d'exportations, le Brésil est aussi le numéro un mondial avec 74 millions de tonnes, suivi des États-Unis avec 52 millions de tonnes. L'augmentation de la culture de soja s'est accompagnée d'une croissance des terres utilisées pour cultiver des fèves génétiquement modifiées. Aux États-Unis, leur part a atteint 94 % du total, et même 97 % au Brésil selon les chiffres de 2017.

C'est à la Chine que revient la palme du plus grand consommateur et producteur de viande. Ses besoins en fourrage sont donc aussi très importants, ce qui place la Chine en tête des importateurs mondiaux de soja. En 2019, le pays en a acheté 74 millions de tonnes, soit environ les deux tiers des exportations mondiales, alors que l'UE, numéro deux mondial, en a acheté 17 millions de tonnes environ. Les flux commerciaux internationaux peuvent ainsi être sujets à d'énormes changements : entre janvier et mai 2020, les importations chinoises de soja brésilien ont augmenté de près de 37 % après que la Chine a réduit ses achats de soja aux États-Unis, résultat des tensions entre les deux pays.

Le soja est négocié et transformé en fourrage par des multinationales du négoce agricole qui investissent à travers le monde dans des ports, des flottes et des infrastructures logistiques. Les plus grands négociants agricoles sont les multinationales dites « ABCD », à savoir Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Company. Avec le négociant brésilien Amaggi, premier producteur mondial de soja, ces quatre groupes représentaient en 2018 56 % des exportations de soja brésilien, près de 300 entreprises se divisant les volumes restants (voir graphique).

Au huitième rang de ce classement figurait alors une certaine Glencore Agriculture, filiale du géant zougois, premier négociant mondial de matières premières. Le groupe ne négocie donc pas seulement du pétrole, du charbon, des métaux et autres matières premières minérales, mais aussi des produits agricoles, dont le soja.

Un commerce géré depuis la Suisse romande

Et sans surprise, la Suisse, première place mondiale du négoce de matières premières agricoles, abrite tous ces géants, qui pilotent depuis la Suisse romande une grande partie de leurs opérations internationales. ADM gère depuis son siège européen, à Rolle, ses activités en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Inde. Bunge pilote ses opérations de négoce international depuis deux « desks », dont un se trouve à Genève. Le géant états-unien Cargill gère aussi son négoce de céréales et d'oléagineux (soja compris) depuis Genève, et Louis Dreyfus Company y a même son siège opérationnel où il réalise l'ensemble de ses opérations de négoce. Glencore Agriculture gère également son commerce de soja depuis la Suisse, le groupe Amaggi opère lui depuis son bureau de négoce à Lausanne et COFCO, numéro un chinois de l'agroalimentaire, a installé à Genève son siège de négoce, COFCO International. En résumé : le négoce de soja, un commerce en pleine expansion, est géré en grande partie depuis la Suisse romande.

Le soja, grand destructeur de la forêt tropicale

Du fait de la forte croissance de la demande en soja et des difficultés à augmenter le rendement, sa culture nécessite toujours plus de terres. La surface utilisée pour cultiver l'oléagineux est passée en 20 ans de 77 à 125 millions d'hectares (en 2019). Les conséquences pour la population et l'environnement sont désastreuses : la culture de soja est la seconde cause de déforestation après l'élevage. Au Brésil en particulier, de gigantesques surfaces de forêts et de prairies sont transformées en champs de soja.

Sans grande surprise, les cinq plus grands exportateurs de soja brésilien sont aussi les plus grands responsables de la déforestation. Entre 2006 et 2017, environ 220 000 kilomètres carrés de forêt ont été abattus en Amazonie et dans la savane brésilienne du Cerrado, une forêt sèche très précieuse pour sa grande biodiversité. Cette surface représente plus de cinq fois celle de la Suisse. La plupart de ces terres sont devenues des pâturages, mais 10 % d'entre elles ont directement été transformées en champs de soja, selon une enquête de Trase, une initiative réclamant plus de transparence dans le secteur des matières premières agricoles. La principale raison de cette déforestation dramatique est le moratoire sur le soja en Amazonie, qui interdit le négoce de l'oléagineux s'il provient de zones de la forêt tropicale qui ont été défrichées après 2008. Mais cette règle ne s'applique qu'à l'Amazonie. Et c'est pourquoi la production de soja est désormais relocalisée dans le Cerrado. →

Le commerce du soja en plein essor

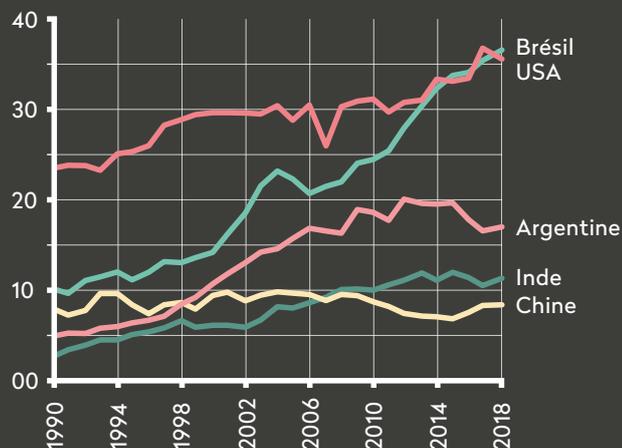
Les quatre plus grands négociants agricoles du monde dominent aussi les exportations de soja depuis le Brésil.

Volume des exportations en millions de tonnes



Le Brésil a dépassé les États-Unis non seulement en termes de production, mais aussi de superficie.

Superficie cultivée des cinq principaux pays producteurs en millions d'hectares



Le moratoire, une victoire pour la forêt, ne s'applique qu'aux terres qui ont été explicitement défrichées pour la culture de soja, et ne s'applique donc pas aux surfaces déboisées à une autre fin. C'est pourquoi l'extension des exploitations de soja se fait essentiellement sur d'anciens pâturages. Et pour avoir de nouveaux pâturages, il faut défricher de nouvelles zones de forêt tropicale ou de savane. Aucune multinationale de l'agro-industrie ne soutient l'extension du moratoire au Cerrado. Cargill s'est même publiquement exprimée contre celle-ci.

L'extension légalisée de l'agro-industrie dans la forêt tropicale

Les progrès permis par le moratoire ont vite été ruinés, comme en attestent les dramatiques incendies de 2019 et 2020, essentiellement causés par des brûlis, entre autres pour des exploitations de soja. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les images satellite des incendies et la carte des plus grandes usines de viande et silos de soja : de nombreux incendies ont eu lieu à proximité des usines, entrepôts et autres infrastructures. La politique du président brésilien Jair Bolsonaro alimente cette tendance en assouplissant constamment les dispositions environnementales. Il ne se contente pas d'approuver l'extension de l'agro-industrie dans la forêt et la savane tropicales, mais la légalise. Le taux de déforestation au Brésil a atteint en 2019 son plus haut niveau depuis 2007/2008, et les prévisions sont à la hausse.

Selon une étude publiée par le magazine *Science*, 20 % des exportations de soja d'Amazonie et du Cerrado à destination de l'UE proviendraient de terres déboisées illégalement. La consommation de viande en Europe est donc directement liée à la déforestation au Brésil, ainsi qu'aux conflits qui en découlent : outre les conséquences négatives sur le climat et la biodiversité, la déforestation entraîne également des conflits territoriaux et des violations des droits des populations autochtones. Selon l'ONG Global Witness, les conflits entre les populations locales et les producteurs de soja ou éleveurs de bétail sont en augmentation. Elle fait aussi état de menaces et de violence contre les personnes qui s'engagent pour défendre leurs terres ancestrales et le climat. Au moins 24 meurtres d'activistes climatiques ont été perpétrés au Brésil en 2019, dont 90 % dans la région amazonienne.

La consommation croissante de viande à travers le monde, et donc du soja utilisé pour élever le bétail, ne doit pas porter préjudice à la protection des droits humains et de l'environnement. En tant que première place mondiale du négoce agricole et siège de nombreux géants du secteur, la Suisse a une responsabilité particulière à assumer, et il est grand temps qu'elle la reconnaisse. L'approbation de l'initiative multinationales responsables par la majorité du peuple suisse montre une fois de plus la nécessité d'imposer un devoir de diligence raisonnable au secteur des matières premières agricoles. ■

Cet article est paru pour la première fois sous une forme légèrement différente dans *l'Atlas de la viande 2021* de la fondation Heinrich Böll.

Le soja, un oléagineux vorace en produits chimiques

Les pesticides sont de plus en plus utilisés dans l'agriculture mondiale et l'essor de la culture du soja y joue un grand rôle. La plupart des substances les plus dangereuses sont déjà interdites dans l'UE mais sont encore largement utilisées ailleurs dans le monde.

On utilise aujourd'hui dans le monde deux fois plus de pesticides qu'en 1990, avec plus de trois millions de tonnes chaque année. Cette augmentation est liée à la demande croissante en viande et donc en soja qui est utilisé comme fourrage riche en protéines. Les principaux pays producteurs de soja que sont le Brésil, les États-Unis et l'Argentine figurent également parmi les plus grands utilisateurs de pesticides. Le Brésil et les États-Unis épandent chacun 18 % des volumes mondiaux, et l'Argentine 11 %. Près de la moitié de l'ensemble des pesticides agricoles sont pulvérisés sur les champs de ces trois pays pour la production de nombreuses cultures. Le soja, principalement transformé en fourrage, pèse lourd dans la balance : au Brésil par exemple, environ 52 % des pesticides vendus sont destinés à la culture de l'oléagineux. Le développement de plants de soja

génétiquement modifiés et résistants aux herbicides y a entraîné une énorme augmentation de l'utilisation de pesticides depuis 1990.

Parmi ceux-là figurent notamment des pesticides interdits dans l'UE en raison des risques avérés qu'ils présentent pour l'environnement et la santé. Certaines de ces substances sont même produites et exportées depuis l'UE. Mais l'opposition est de plus en plus forte : à l'automne 2020, la Commission européenne a réagi à la pression de Public Eye et d'autres ONG, déclarant qu'elle allait mettre un terme à la production à des fins d'exportation de substances interdites dans l'UE. En France, une interdiction des exportations de ce type de pesticides entrera en vigueur en 2022. Et dès 2021, les exportations depuis la Suisse seront soumises à des règles plus strictes et celles de cinq pesticides seront totalement interdites.



© Fabio Erdos/Panos Pictures



© Mujahid Safodien/Intermittent / via Getty Images



© Clean clothes campaign

Pesticides : interdiction d'exportation mise à l'honneur

À la mi-octobre 2020, le Conseil fédéral a prononcé une interdiction d'exporter cinq pesticides qui sont bannis en Suisse en raison des risques avérés qu'ils présentent, ainsi qu'un durcissement des conditions d'exportation d'environ 100 autres produits phytosanitaires. Cette décision importante fait suite aux enquêtes et rapports de Public Eye sur les exportations de pesticides interdits « made in Switzerland » et leurs conséquences désastreuses dans des pays en développement et émergents.

En novembre, l'adaptation de l'ordonnance suisse sur la réduction des risques liés aux produits chimiques a été sélectionnée pour le Future Policy Award qui portera en 2021 sur la protection de la population et de l'environnement face aux produits chimiques dangereux. Le Future Policy Award est un prix international qui récompense les politiques visant à améliorer les conditions de vie des générations d'aujourd'hui et de demain. La révision de la loi suisse figure parmi les 23 candidats au prix de la catégorie « pesticides extrêmement dangereux ». La cérémonie de remise des récompenses aura lieu à Bonn (Allemagne) début juillet 2021.



Pour en savoir plus sur les exportations de pesticides : publiceye.ch/exports-suisse

L'Afrique du Sud recadre la biopiraterie

Des multinationales gagnent des millions avec le thé rooibos, et les populations autochtones pourront désormais également percevoir 1,5% de ces recettes en guise d'indemnisation pour leurs terres perdues et leur savoir traditionnel, comme l'a annoncé en novembre le journal télévisé de la chaîne suisse alémanique SRF. Le reportage indiquait par ailleurs que la reconnaissance officielle du savoir des populations autochtones Khoikhoï et San pourrait déclencher une série d'autres demandes d'indemnisation car le rooibos figure parmi de nombreuses plantes médicinales dont les vertus thérapeutiques ont pour la première fois été découvertes par ces populations.

Cette avancée constitue une victoire pour Public Eye : en 2010 (encore sous le nom de Déclaration de Berne), l'organisation avait révélé, en collaboration avec l'ONG sud-africaine Natural Justice, que Nestlé avait déposé des demandes pour cinq importants brevets, portant notamment sur l'utilisation du rooibos et du « honeybush » contre les problèmes de peau ou comme anti-inflammatoires, sans qu'un accord de partage des bénéfices potentiels n'eût préalablement été signé avec les Khoikhoï et les San. Cela constitue une grave violation de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique.



Pour en savoir plus sur la biopiraterie : publiceye.ch/biopiraterie

Succès de la Campagne Clean Clothes en Roumanie

Lors de la première vague de la pandémie de Covid-19, l'usine de textile roumaine Tanex a drastiquement réduit les salaires de son personnel. Bien que les employé-e-s aient travaillé à temps complet, leurs salaires de mars et avril n'étaient que de 140 euros par mois, soit la moitié du salaire minimum légal. Angelica Manole, la seule qui a osé en parler, a été brimée puis licenciée, et l'affaire a suscité un tollé en Roumanie. Le réseau international de la Campagne Clean Clothes (CCC), qui s'engage pour l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie textile et dont Public Eye est membre, a alors lancé l'alerte et appelé les enseignes de la mode à prendre de toute urgence des mesures pour garantir que les droits du personnel des usines soient respectés. Certaines enseignes de la mode qui se fournissent auprès de Tanex – à commencer par Massimo Dutti, une marque du géant espagnol Inditex – ont réagi en demandant à leur fournisseur de verser immédiatement les salaires dus. Grâce au soutien local et international, la lutte pour le versement des montants dus a porté ses fruits.



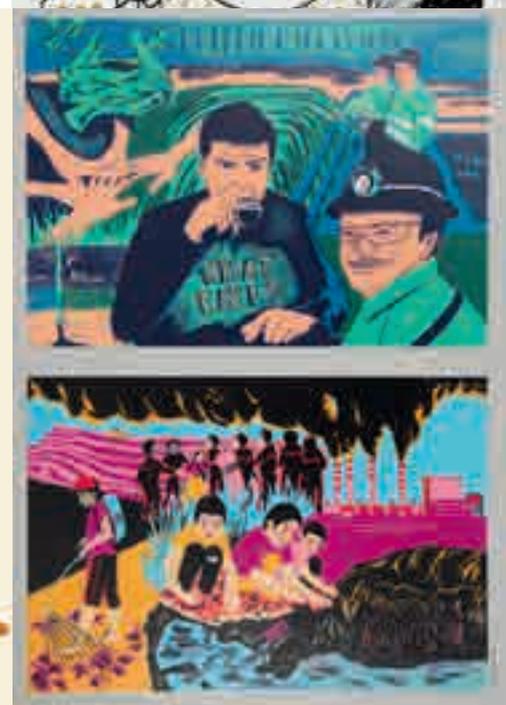
Pour en savoir plus sur ce succès de la CCC : publiceye.ch/roumanie



Quand les artistes se mobilisent

Durant la campagne de votation sur l'initiative pour des multinationales responsables, 18 artistes romand-e-s ont créé une œuvre pour exprimer leur soutien. Découvrez leur vision des « multinationales (ir)responsables » : publiceye.ch/art

Les artistes, depuis la gauche et dans le sens des aiguilles d'une montre : **Pazuzu, Bastien Conus, Ange Violent, Tami Hopf, Dora Formica, Inso Mundo, Linda Kocher.**



Depuis cinquante ans, l'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 26 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne,
tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte postal 10-10813-5

publiceye.ch

[@PublicEyeSuisse](https://www.instagram.com/PublicEyeSuisse) [PublicEyeSuisse](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://www.youtube.com/channel/UC...)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye